

**PLAN FINANCIER ET  
PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS  
POUR LA PERIODE 2017 - 2021**

---

**MESSAGE DU GOUVERNEMENT  
AU PARLEMENT**

---

**SEPTEMBRE 2016**

**PLAN FINANCIER ET PLANIFICATION  
DES INVESTISSEMENTS POUR LA PERIODE 2017 - 2021**

**Table des matières**

- Plan financier et planification des investissements pour la période 2017 – 2021
  - Message du Gouvernement au Parlement..... 1
  - Arrêté du Parlement..... 13
- Plan financier 2017 – 2021..... 15
- Planification des investissements 2017 – 2021 ..... 27

<p style="text-align: center;"><b>PLAN FINANCIER ET PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS POUR LA PERIODE 2017-2021</b></p>
---

Delémont, le 21 septembre 2016

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux articles 18, 19 et 20 de la loi sur les finances cantonales (RSJU 611), le Gouvernement soumet à votre approbation le plan financier et la planification des investissements pour la période 2017-2021. Ces deux projections financières sont coordonnées avec les axes stratégiques présentés dans le programme de législature 2016-2020 du Gouvernement. Le décalage d'une année entre la planification financière (2017-2021) et le programme de législature (2016-2020) s'explique par le fait que les ressources financières allouées dans le budget 2021 seront définies en 2020.

A l'image du programme de législature, le plan financier n'est pas à percevoir comme une approche purement comptable mais comme une base de référence pour la lisibilité de l'action de l'Etat et le débat politique. Les indications chiffrées présentées ci-après sont basées sur les évolutions attendues pour les années à venir, ainsi perçues à un instant donné. Eu égard au contexte d'incertitude actuel extrêmement important, il convient de préciser que ces différentes appréciations peuvent évoluer de manière favorable ou non dans des délais très courts.

## **1. Le rôle et la méthode utilisée pour l'élaboration du plan financier**

Le plan financier constitue un des principaux outils de direction stratégique. Il permet de traduire en prévisions financières la vision et la volonté de l'Etat sous la forme d'objectifs politiques, tout en appréciant les contraintes et les principes financiers arrêtés dans la loi sur les finances cantonales.

Le rôle d'un plan financier n'est pas de comporter une projection aussi précise qu'un budget mais d'indiquer les tendances fortes des charges, des revenus, du degré d'autofinancement et de l'endettement.

Si les projections mettent en évidence une situation financière insatisfaisante ou qui se dégrade, le plan financier doit être accompagné des orientations envisagées par le Gouvernement afin de corriger celle-ci. Ces adaptations s'effectueront au fur et à mesure lors de l'élaboration des budgets. Une première projection de la planification financière a été établie en juin 2016 dans le cadre du programme de législature. Les données du présent document ont été actualisées en fonction du budget 2017 qui est présenté en parallèle.

Comme le plan financier est établi au travers d'appréciations qui se fondent sur des éléments objectifs connus à ce jour, il importe de mentionner le contexte économique et les principales hypothèses ainsi retenues.

## **2. Le contexte économique et financier**

### **Au niveau international**

L'incertitude constatée au précédent plan financier a encore augmenté. L'environnement économique international et européen n'a pu maintenir une croissance, qu'avec le concours, sur le tard, d'une politique monétaire et de crédit très accommodante de la banque centrale.

### **Au niveau national**

Le sort de la Suisse paraît enviable. Pourtant, depuis l'abandon du taux plancher avec l'euro le 15 janvier 2015 et l'introduction de taux d'intérêts négatifs, la pression sur la marche des affaires des entreprises a, en général, nettement augmenté.

Presque toutes les collectivités publiques suisses mettent en œuvre des programmes d'économies qui sont liés à une évolution des recettes moins favorable.

### **Au niveau cantonal**

Dans ces conditions, le développement de l'économie jurassienne et, plus spécifiquement pour les citoyens, de l'emploi demeure la question centrale. Seule la création de valeur permet de financer durablement les besoins. Le niveau d'incertitude est actuellement très élevé pour l'économie. A ce jour, il est estimé que l'imposition des personnes physiques compense un recul des recettes fiscales des personnes morales.

Sur un plan politique, le vote sur l'autodétermination de la ville de Moutier et la mise en application de la réforme de l'imposition des entreprises III (ci-après RIE III) influenceront les années à venir.

Dans un contexte général, il est toujours escompté globalement un scénario présentant des perspectives économiques de croissance modérée pour cette année et pour le reste de la période 2017-2021.

## **3. Les paramètres et les hypothèses du plan financier**

Les principaux paramètres et hypothèses de l'établissement du plan financier sont présentés ci-après par thème et par nature de comptes.

- **Opti-ma**

Le programme d'économies Opti-ma est réalisé jusqu'en 2018. Il a été tenu compte du taux de réalisation le plus probable, à savoir de 75%, qui se base sur les observations du bouclage des comptes 2015, du suivi budgétaire 2016 et du budget 2017. Un solde de 10 millions de francs devra être économisé durant la présente législature.

- **Charges de personnel (rubrique 30)**

Les annuités sur les salaires des employés<sup>1</sup> de l'Etat ont été attribuées sur toute la période. Le renchérissement, compris entre 0 et 1% selon l'année, a été pris en considération dès 2018. En sus de ces deux paramètres, la nouvelle évaluation de fonctions, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2016, a été prise en compte en fonction des informations disponibles au moment de l'élaboration du plan financier. Le principal défi pour les charges en personnel consiste à stabiliser l'effectif, voire à le réduire conformément au programme d'économies Opti-ma. Ainsi, il n'a pas été tenu compte d'une augmentation de postes de travail pour ces prochaines années. Le présent plan financier table sur un effectif du personnel relativement jeune du fait de nombreux départs à la retraite en 2014 et 2015. Il en découle un avantage financier pour l'Etat qui est naturellement limité dans le temps.

- **Biens, services et autres charges d'exploitation (rubrique 31)**

Les derniers boucllements des comptes 2014 et 2015 démontrent une importante prise de conscience au sein de l'Etat quant à la maîtrise de ces charges. Les progressions attendues des frais de maintenance routière, des frais informatiques, de ceux de détention, de procédure et d'assistance judiciaire gratuite expliquent principalement la tendance observée. Sont évidemment réservées les interventions indispensables dans des domaines stratégiques pour la sécurité de la population (par exemple, en faveur de l'environnement et des infrastructures).

- **Amortissements (rubriques 33 et 3660)**

Les taux d'amortissement, applicables à la valeur d'acquisition, sont classés selon les catégories suivantes :

2.5 %	pour les routes, ponts, canaux, étangs et forêts ;
3.0 %	pour les bâtiments et les terrains bâtis ;
10.0 %	pour le mobilier ;
10.0 %	pour les subventions d'investissement ;
12.5 %	pour les véhicules ;
20.0 %	pour les machines ;
25.0 %	pour les équipements informatiques et les logiciels.

Ces taux ont été appliqués aux dépenses prévues par le plan financier des investissements. Les charges d'amortissement s'inscrivent dans une tendance à la baisse.

- **Charges financières (rubrique 34)**

Eu égard à la structure actuelle de la dette et aux perspectives des taux d'intérêts, il a été tenu compte d'une légère augmentation des charges financières qui est liée aux insuffisances de financement. Cette augmentation est partiellement compensée par les renouvellements qui sont prévus à un taux inférieur à ceux prévalant actuellement. Ainsi, globalement, les charges d'intérêts restent mesurées.

- **Attributions aux fonds et financements spéciaux (rubrique 35)**

Comme ces dernières années, l'équilibre entre les attributions et les prélèvements portant sur les fonds et les financements spéciaux est recherché, en particulier lorsque la fortune de ceux-ci devient limitée. L'effet est donc en l'état neutre du point de vue du résultat annuel de l'Etat, mais il ne l'est pas quant à l'évolution de la dette.

---

<sup>1</sup> Dans le présent document, les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

- **Charges de transfert (rubrique 36)**

Ce groupe de charges comporte les augmentations les plus importantes. Leur maîtrise représente l'un des principaux défis de ce plan financier en vue de respecter les exigences du frein à l'endettement. Pour l'heure, une augmentation annuelle de 3 à 4% est attendue pour les charges de l'Etat concernant les prestations complémentaires, la santé et les subsides relatifs aux primes d'assurance-maladie. Des dépenses supplémentaires sont également prévues dans le domaine social.

- **Revenus fiscaux (rubrique 40)**

Le rendement fiscal est avant tout lié à l'environnement économique et politique, thème qui sera développé ci-après. Sont prises en considération à ce stade une reprise de l'inflation après 2021 et la diminution linéaire de 1% de la fiscalité, suspendue en 2017. Une augmentation de la population est également attendue. Une croissance globale annuelle des revenus fiscaux de l'ordre de 2% est projetée pour les années à venir, cela avant les effets de la RIE III.

- **Revenus régaliens et de concessions (rubrique 41)**

La convention de redistribution aux cantons d'une part au résultat de la Banque nationale suisse échoit en 2017. Celle-ci n'a jamais caché son intention de n'utiliser son résultat qu'à la défense de sa politique monétaire. Un changement de politique ou de loi ne peut donc pas être exclu sur la période durant laquelle se déploie le présent plan financier. Une valeur correspondant à la moitié de la part actuelle a été retenue sur cette période, à l'exception de 2017 où elle est entière.

- **Taxes (rubrique 42)**

Comme le bouclement 2015 le confirme, les dernières mesures relatives au prélèvement d'émoluments devraient permettre une progression de l'ordre de 1 à 2% par année.

- **Revenus de transfert (rubrique 46)**

Il s'agit en l'occurrence des transferts de la Confédération et des communes. En matière de péréquation financière fédérale, il est prévu une légère baisse en 2017 et une progression moyenne de 1% dès 2018. Les montants de la péréquation cantonale devraient correspondre à l'évolution fiscale (+ 2%). Les répartitions des charges devraient rester globalement stables. En effet, dans l'ensemble, la hausse des charges du domaine social serait contenue par celles de l'enseignement.

- **Subventions à redistribuer (rubrique 47)**

Cette rubrique s'avère neutre pour le budget de l'Etat mais elle l'est moins pour les exploitations agricoles jurassiennes. D'une manière générale, l'enveloppe fédérale quadriennale globale sera au mieux stable, au pire elle fera l'objet de coupes comme actuellement.

- **Produits extraordinaires (rubrique 48)**

Cette rubrique se rapporte à la dissolution, en cas de stricte nécessité, de réserves conjoncturelles.

#### **4. La planification des investissements 2017-2021**

La planification des investissements est une préparation systématique de la décision et, de ce fait, elle exerce une influence déterminante sur le pilotage de l'Etat. Elle n'a pourtant qu'une valeur indicative et elle ne donne ainsi aucun droit à l'obtention de crédits ou d'allocations budgétaires (sous réserve de crédits déjà engagés).

La planification des investissements a été élaborée selon une approche précise et orientée par projet. Elle prévoit des réalisations en fonction des ressources disponibles, ainsi que des degrés de priorité, voire d'urgence. Les enveloppes financières par secteur doivent être considérées comme les lignes directrices de la politique d'investissement de l'Etat. La planification des investissements devient ainsi le cadre de référence autour duquel s'articuleront l'action financière de l'Etat et l'élaboration des budgets.

La planification des projets réalisée pour la période 2017 à 2021 débouche sur des investissements nets de 168,8 millions de francs, ce qui représente un montant annuel moyen de 33,8 millions de francs. Ce montant annuel est certes inférieur à celui arrêté par le Parlement pour les années 2012 à 2016 et qui s'élevait à 46,2 millions de francs.

En considérant l'état du plan financier 2017-2021 (fonctionnement, investissements, financement) et les options retenues dans le programme de législature 2016-2020, le Gouvernement a arrêté une stratégie financière volontariste permettant de s'adapter structurellement aux défis de ces prochaines années. Il s'est vu contraint de limiter l'effort d'investissement consenti par le canton du Jura en se focalisant sur les objets les plus importants pour celui-ci.

Dans ce contexte, le Gouvernement a dû procéder à des arbitrages, tout en ne voulant pas axer ses propositions uniquement sur des critères financiers. Il importait effectivement de prendre également en considération les engagements déjà pris, l'urgence et le caractère indispensable des demandes d'investissements, ainsi que les orientations politiques pour la législature en cours (axes stratégiques, objectifs et projets présentés dans le programme de législature).

Les tableaux annexés indiquent les projets retenus pour chacune des unités administratives.

Le Gouvernement n'a pas voulu mettre en place un moratoire particulier sur les investissements. Il lui a préféré une méthode permettant de comparer et d'apprécier l'importance de l'ensemble des besoins pour arrêter ses propositions. Il a défini cinq catégories d'investissements découlant des obligations et des objectifs politiques et financiers de l'Etat.

No	Définition de la catégorie d'investissements
1.	Respect des décisions déjà prises par l'autorité compétente envers les bénéficiaires de subventions, de prêts ou de participations.
2.	Respect des décisions déjà prises par l'autorité compétente pour des dépenses propres ne laissant plus aucune marge de manœuvre.
3.	Respect des décisions déjà prises par l'autorité compétente pour des dépenses propres pouvant faire l'objet de modifications (redimensionnement, étalement dans le temps, report et éventuellement renoncement).
4.	Subventions, prêts ou participations n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision d'octroi.
5.	Dépenses propres n'étant pas encore engagées par un crédit de l'autorité compétente : <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="264 824 339 857">5.1 ➤ renouvellement, assainissement et maintenance du patrimoine immobilier ;</li> <li data-bbox="264 875 339 909">5.2 ➤ renouvellement du patrimoine mobilier ;</li> <li data-bbox="264 927 339 960">5.3 ➤ autres projets.</li> </ul>

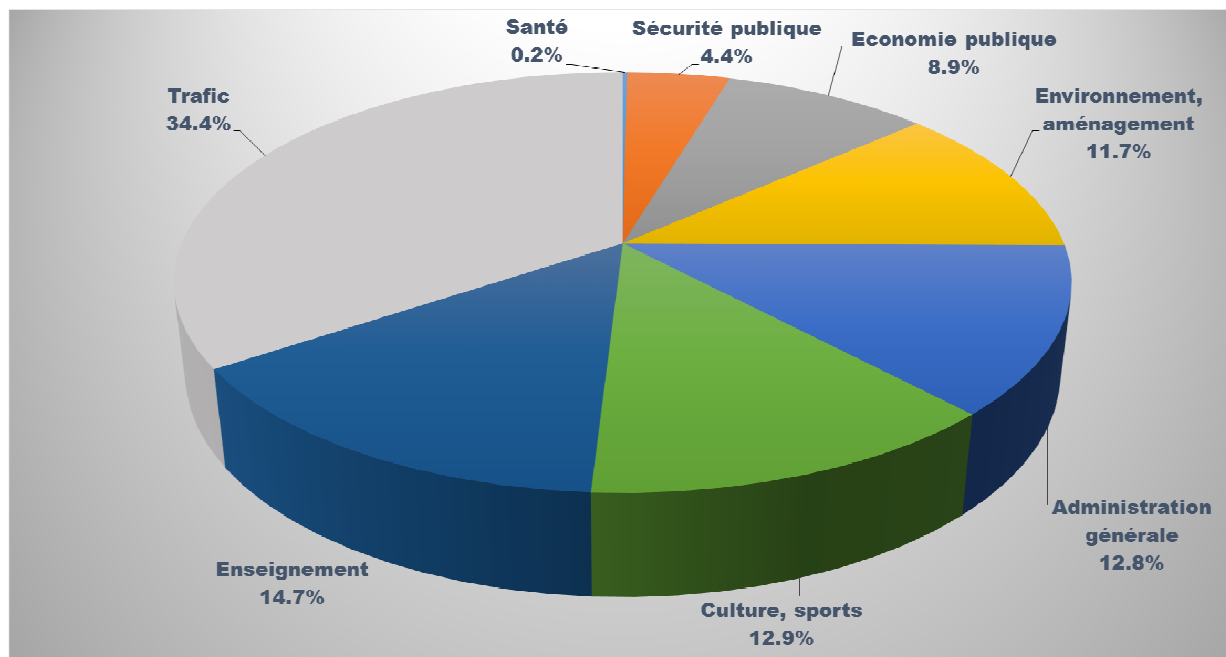
C'est en se basant sur cette méthode que le Gouvernement est en mesure de proposer au Parlement les projets à réaliser ces cinq prochaines années pour 168,8 millions de francs.



- **Répartition par secteur**

Le montant net des investissements se répartit ainsi :

**Graphique 1 : répartition des investissements nets par secteur**

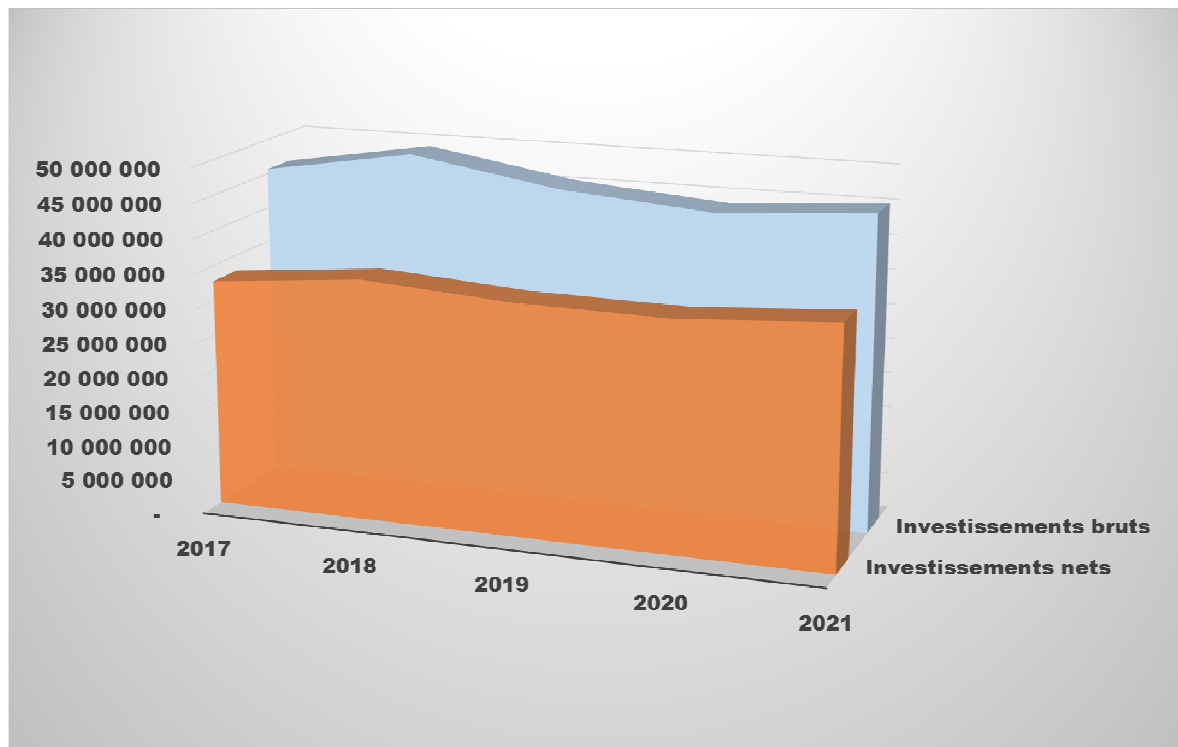


Un peu plus du tiers des investissements nets est dépensé pour le trafic routier et les transports publics. Les autres secteurs importants sont l'enseignement, la culture et les sports, l'administration générale ainsi que l'environnement et l'aménagement (plus de 10% chacun). A noter que la part du domaine de la santé est faible dans la planification des investissements, car le soutien financier est comptabilisé avant tout dans le compte de résultat.

- **Répartition par année**

Par année, les investissements sont répartis équitablement :

**Graphique 2 : répartition des investissements par année**



- **Répartition par unité administrative**

Sur la période 2017-2021 (sans tenir compte de la part de la Confédération à la construction de l'A16), les sept unités suivantes seront les plus concernées par les dépenses d'investissement :

	<u>Dépenses nettes</u>	<u>Dépenses brutes</u>
- Section des constructions routières	30,4 %	23,4 %
- Section des bâtiments et des domaines	19,0 %	15,1 %
- Service de l'informatique	12,5 %	9,2 %
- Service de l'économie rurale	9,3 %	14,3 %
- Office de l'environnement	8,9 %	10,9 %
- Office de la culture	<u>5,3 %</u>	<u>6,7 %</u>
	85,4 %	79,6 %
	=====	=====

Nous constatons qu'environ 80% des investissements bruts ou nets sont concentrés sur ces six unités. Par ailleurs, presque un tiers des investissements nets proposés concernent les routes.

- **Les principaux objets**

Les principaux objets de la planification des investissements sont listés ci-après :

(chiffres exprimés en millions de francs, sauf indication contraire)

UA	Objets	Montants nets	en % du total net	Montants bruts	en % du total brut
SCR	Maintenance routière	22.0	13.0%	23.7	10.3%
SDI	Equipements et applications informatiques	21.1	12.5%	21.1	9.2%
ECR	Subventions pour les améliorations foncières rurales	16.0	9.5%	32.0	13.9%
ENV	Subventions pour l'eau et les forêts	14.0	8.3%	22.0	9.6%
SCR	Aménagements des routes cantonales	11.1	6.6%	11.8	5.1%
SBD	Jurassica, centre de gestion des collections et antenne universitaire	7.5	4.4%	7.5	3.3%
SCR	Aménagements de la H18	7.2	4.3%	7.2	3.1%
OCC	Théâtre du Jura	7.2	4.3%	12.0	5.2%
SBD	Construction et aménagement des locaux dans le cadre du concept Carto 23 (nouvelle cartographie de l'enseignement secondaire 2), dont le projet Avenir 33	5.0	3.0%	5.0	2.2%
SEN	Subventions pour les constructions et les transformations d'écoles	5.0	3.0%	5.0	2.2%
OCS	Subvention pour la patinoire de Porrentruy	4.0	2.4%	4.0	1.7%
SDT	Promotion des investissements dans le domaine de l'énergie	3.9	2.3%	16.5	7.2%
SBD	Porrentruy, aménagement des locaux Banné 23 et Thurmann 12	3.5	2.1%	3.5	1.5%
SBD	Delémont, nouvelles salles de sport	3.3	2.0%	3.3	1.4%
SEE	Subventions LPR	2.5	1.5%	2.5	1.1%
SBD	Delémont, nouveau centre d'entretien des routes	2.4	1.4%	4.9	2.1%
	<b>Totaux</b>	<b>135.7</b>	<b>80.6%</b>	<b>182.0</b>	<b>79.1%</b>

## 5. Les résultats du plan financier

Au vu du processus budgétaire 2017, les données du présent plan financier ont été actualisées par rapport à celles communiquées avant l'été dans le programme de législature. Elles sont résumées dans le tableau ci-après et sont plus développées en annexe.

Chiffres exprimés en millions de francs (sauf indication contraire)	2017	2018	2019	2020	2021
Charges	919.7	936.5	942.1	954.8	969.3
Revenus	914.1	928.6	932.4	940.4	952.4
Résultat structurel (- = déficit)	-5.5	-7.9	-9.7	-14.4	-16.9
Réalisation du solde du programme d'économies Opti-ma et axe 6 du programme de législature		3.0	4.1	9.1	13.6
Résultat planifié (- = déficit)	-5.5	-4.9	-5.7	-5.3	-3.3
Investissements nets projetés	32.8	34.8	33.4	33.1	34.6
Degré d'autofinancement (selon LFIN, min 80%)	85.2%	80.6%	80.0%	80.2%	80.1%
Dette brute planifiée	343.9	361.0	372.5	379.1	383.7
Ratio endettement/recettes fiscales <sup>2</sup> (< 150% pour respecter le mécanisme de frein à l'endettement)	112.2%	115.4%	116.5%	116.1%	115.1%

Ainsi, fort des hypothèses mentionnées précédemment, le plan financier fait apparaître des résultats d'exploitation globalement déficitaires, de l'ordre de 8 à 17 millions de francs et cela avant les effets de la RIE III. Face à ce constat, le Gouvernement veut prendre les mesures nécessaires pour atteindre un résultat acceptable. A titre de mesures d'amélioration, il sera tenu compte de la réalisation complète du programme d'économies Opti-ma et des simplifications, dans les structures et dans les processus, qui découlent de l'axe 6 du programme de législature. De plus, comme déjà observé lors de la précédente législature, des événements favorables difficilement planifiables peuvent améliorer la situation, comme des recettes supplémentaires en provenance par exemple de l'impôt fédéral direct ou de la Banque nationale suisse.

Si le scénario ainsi décrit est respecté, le plan financier respectera, avant la RIE III, le mécanisme de frein à l'endettement.

## 6. Les principales incertitudes

L'évolution des recettes fiscales des personnes morales, qui dépend de la conjoncture, sera également influencée par deux dossiers politiques majeurs. D'une part, la mise en

<sup>2</sup> Sans les recettes liées à la perception de la taxe sur les véhicules.

œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse pourrait, dans la pire des hypothèses, conduire à l'application de la « clause guillotine » et, ainsi, à la suspension des accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne. D'autre part, la RIE III aura des incidences financières considérables. La mise en œuvre de cette importante révision au niveau cantonal est actuellement en cours d'examen à la suite de l'adoption, avant l'été, des dispositions fédérales. Celles-ci font actuellement l'objet d'un référendum. Les effets financiers pourront donc être appréciés et intégrés au plan financier lorsque les dernières décisions seront arrêtées et communiquées.

Le mécanisme de la péréquation financière fédérale est remis en cause par les cantons contributeurs. L'adoption de modifications législatives et de mesures d'économies s'intensifient au niveau fédéral en vue de réduire les déficits prévus par la Confédération. Les expériences récentes démontrent qu'un report de charges direct ou indirect sur les cantons accompagne souvent de telles décisions. Malgré des comptes fédéraux positifs, l'application actuelle du dernier programme de stabilisation de la Confédération fait planer un risque financier de 1 à 3 millions de francs par an pour les finances jurassiennes.

Le faible niveau des taux d'intérêts, qui risque de perdurer, s'avère certes favorable pour le financement des emprunts à contracter. Toutefois, cette situation l'est moins pour les placements, en particulier ceux des institutions de prévoyance. La tâche de la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura, qui doit actualiser son plan de financement en 2017, n'en sera pas facilitée.

Les charges financières des domaines sociaux et sanitaires sont liées notamment au vieillissement de la population et ces domaines sont politiquement sensibles. Les prestations permettent en effet de couvrir des besoins qui sont souvent jugés prioritaires, elles présentent une croissance de charges des plus dynamiques et elles engagent des montants importants pour les collectivités publiques.

## **7. Appréciation de la situation**

Le plan financier 2017-2021 s'inscrit dans un contexte difficile qui nécessitera une gestion rigoureuse et la poursuite de mesures d'économies. Le Gouvernement mettra en œuvre son programme de législature en tenant compte des priorités et des moyens à disposition, en particulier dans le respect des dispositions constitutionnelles et légales relatives au frein à l'endettement et à l'équilibre financier.

Le Gouvernement entend améliorer la situation financière par les mesures suivantes :

- La réalisation complète du programme d'économies Opti-ma dès 2018. Les projections ont été établies sur la base d'un degré de réalisation probable. Le Gouvernement veut concrétiser le solde de ce programme dans les meilleurs délais.
- La limitation du nombre de nouveaux projets et de nouvelles prestations. La législature vise avant tout une concentration des projets stratégiques. Le degré et le calendrier de réalisation des nouveaux projets et des nouvelles prestations identifiés dans le programme de législature dépendront des ressources financières disponibles, eu égard au respect du frein à l'endettement.
- La limitation de la croissance des charges en personnel. L'axe 6 du programme de législature « l'Etat modernise ses structures », qui vise à simplifier et à informatiser les processus de travail, doit avoir un impact positif sur l'évolution des effectifs.

- L'adaptation des subventions aux possibilités financières. Le Gouvernement s'attend à une croissance importante des subventions, dépassant les ressources financières disponibles. Il s'agira de contenir cette évolution en procédant, si nécessaire, à des adaptations législatives.
- La recherche de recettes nouvelles. L'absence de croissance des recettes nécessite non seulement de réduire les charges mais également de chercher de nouveaux revenus. Des efforts seront déployés pour conserver, voire augmenter le montant versé aux cantons au titre des excédents de la Banque nationale suisse, ainsi que pour défendre la position particulière du canton du Jura dans le cadre de la péréquation financière fédérale. Des recettes supplémentaires pourraient être enregistrées dans le contexte de l'échange automatique de données fiscales au niveau international. Sera également examinée la participation financière de tiers qui bénéficient de prestations étatiques spécifiques, de manière directe ou indirecte.

C'est à ces conditions que les projets de la planification des investissements pourront se concrétiser.

## 8. Conclusion

Pour le canton du Jura, la période 2017-2021 sera financièrement plus exigeante encore que celle du dernier plan financier. Plusieurs facteurs l'annoncent (contexte international, RIE III, vieillissement de la population, rapports financiers avec la Confédération).

Les perspectives d'évolution du compte de résultat et le mécanisme du frein à l'endettement ont conduit le Gouvernement à se montrer restrictif dans ses choix, tout en permettant la réalisation de projets attendus, principalement dans les domaines des routes, de l'informatique, de l'enseignement, de la culture, des sports et de l'économie, cela en parfaite coordination avec le programme de législature.

La réalisation de ce volume d'investissements de 168,8 millions de francs n'est pas acquise à ce jour. Elle exigera encore de la rigueur budgétaire. Certes restrictive, cette approche n'en demeure pas moins, de l'avis du Gouvernement, indispensable, afin que le canton du Jura puisse se doter des moyens nécessaires à son développement.

Le Gouvernement invite le Parlement à approuver le plan financier et la planification des investissements pour la période 2017-2021.

Il vous prie d'agréer, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Députés, ses salutations les meilleures.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

  
Charles Juillard  
Président



  
Jean-Christophe Kübler  
Chancelier d'État

**ARRÊTÉ D'APPROBATION DU PLAN FINANCIER ET DE LA PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS POUR LA PERIODE 2017 - 2021**

du

*Le Parlement de la République et Canton du Jura*

vu l'article 84, lettre e, de la Constitution cantonale (1),

vu les articles 18, 19 et 20 de la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales (2),

*arrête :*

Article premier Le plan financier pour la période 2017 – 2021 est approuvé.

Art. 2 La planification des investissements pour la période 2017 – 2021 est approuvée.

Art. 3 Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

La présidente :  
Anne Roy-Fridez

Le secrétaire :  
Jean-Baptiste Maître

(1) RSJU 101  
(2) RSJU 611





PLAN FINANCIER  
POUR LA PERIODE 2017 – 2021

---



**PLAN FINANCIER 2017 - 2021**

(état : 21 septembre 2016)

	PLAN FINANCIER 2017		PLAN FINANCIER 2018		PLAN FINANCIER 2019		PLAN FINANCIER 2020		PLAN FINANCIER 2021	
	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS
<b>FONCTIONNEMENT</b>										
Total des charges et revenus	919'652'000	914'120'200	936'459'900	928'596'600	942'100'100	932'380'300	954'777'700	940'377'100	969'260'000	952'359'900
Excédent de charges/revenus		5'531'800		7'863'300		9'719'800		14'400'600		16'900'100
Réalisation complète Opti-ma, axe 6 du programme de législation				3'000'000		4'050'000		9'100'000		13'600'000
Résultat planifié		5'531'800		4'863'300		5'669'800		5'300'600		3'300'100
<b>INVESTISSEMENT</b> (selon la planification détaillée)										
Total des dépenses et recettes	45'675'200	12'880'400	49'294'000	14'444'500	45'670'500	12'261'600	43'897'500	10'802'400	45'456'300	10'836'500
Investissements nets		32'794'800		34'849'500		33'408'900		33'095'100		34'619'800
<b>FINANCEMENT</b>										
Investissements nets	32'794'800		34'849'500		33'408'900		33'095'100		34'619'800	
Amortissements		33'468'500		32'944'800		32'400'800		31'832'100		31'044'900
Excédent de charges/revenus fonct.	5'531'800		4'863'300		5'669'800		5'300'600		3'300'100	
Insuffisance de financement (selon LFIN)		4'858'100		6'768'000		6'677'900		6'563'600		6'875'000
<b>EVOLUTION DU BILAN</b>										
Reports nets à l'actif (inv. nets - amort.)		-673'700		1'904'700		1'008'100		1'263'000		3'574'900
Dette brute		343'908'300		361'033'200		372'519'500		379'125'500		383'658'700
Fortune nette		146'654'525		141'791'225		136'121'425		130'820'825		127'520'725
<b>DEGRE D'AUTOFINANCEMENT</b> (selon LFIN)		85.2%		80.6%		80.0%		80.2%		80.1%

**PLAN FINANCIER 2017-2021 DE FONCTIONNEMENT - RECAPITULATION PAR NATURE**

(état : 21 septembre 2016)

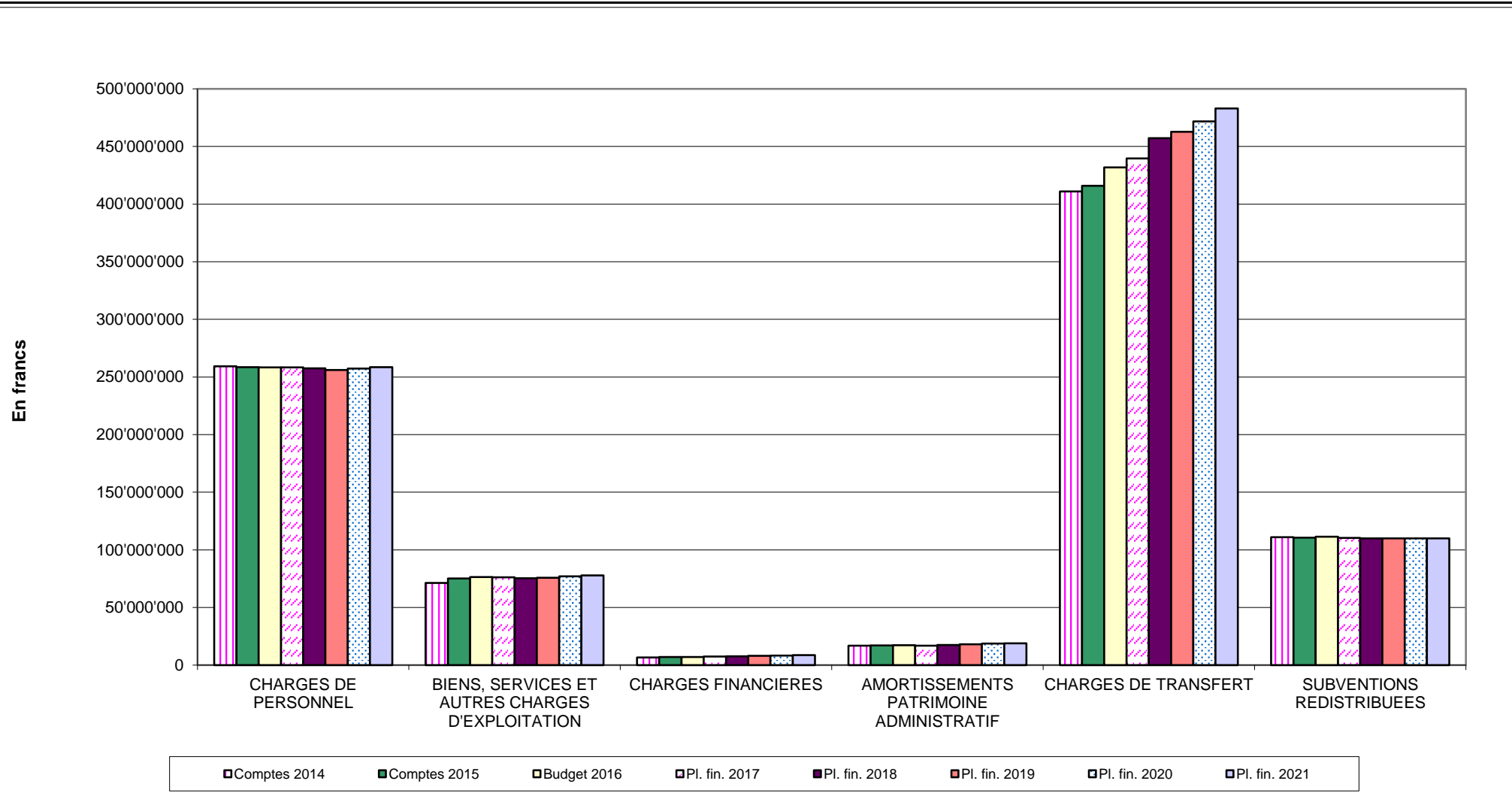
	COMPTES		BUDGET	PLAN FINANCIER				
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
30 CHARGES DE PERSONNEL	259'259'110	258'439'223	258'310'900	258'392'900	257'575'300	256'094'000	257'347'900	258'608'700
31 BIENS, SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	71'302'875	75'114'124	76'405'300	76'294'400	75'436'300	75'823'300	76'992'400	77'784'900
32 CHARGES D'ARMEMENT (uniquement Confédération)								
33 AMORTISSEMENTS PATRIMOINE ADMINISTRATIF	16'782'386	16'981'653	17'308'700	16'788'900	17'455'700	18'026'700	18'619'300	18'993'500
34 CHARGES FINANCIERES	6'597'209	6'952'342	7'042'800	7'428'300	7'710'000	7'990'300	8'250'600	8'660'900
35 ATTRIBUTIONS AUX FONDS ET FINANCEMENTS SPECIAUX	11'065'665	11'376'114	10'694'800	10'485'400	10'816'200	11'163'500	11'528'200	11'911'100
36 CHARGES DE TRANSFERT	410'933'588	415'915'397	431'857'300	439'608'000	457'237'300	462'773'200	471'810'200	483'071'800
37 SUBVENTIONS REDISTRIBUEES	110'912'992	110'572'582	111'317'900	110'344'600	109'919'600	109'919'600	109'919'600	109'919'600
38 CHARGES EXTRAORDINAIRES	2'500'000	17'000'000	0	0	0	0	0	0
39 IMPUTATIONS INTERNES	297'000	334'500	334'500	309'500	309'500	309'500	309'500	309'500
<b>3 CHARGES</b>	<b>889'650'825</b>	<b>912'685'935</b>	<b>913'272'200</b>	<b>919'652'000</b>	<b>936'459'900</b>	<b>942'100'100</b>	<b>954'777'700</b>	<b>969'260'000</b>
40 REVENUS FISCAUX	334'448'205	341'092'890	331'104'000	336'575'200	343'402'200	350'638'700	357'853'800	365'299'500
41 PATENTES ET CONCESSIONS	2'288'710	13'891'184	2'083'600	7'997'200	5'035'900	5'024'900	5'024'200	5'003'800
42 TAXES	38'856'352	42'717'772	41'412'400	42'567'200	42'994'000	43'383'800	44'106'000	44'786'300
43 REVENUS DIVERS	132'377	138'351	141'500	124'000	124'400	124'800	125'200	125'600
44 REVENUS FINANCIERS	9'774'005	9'595'607	9'954'300	10'569'500	9'604'800	9'723'700	9'846'100	10'037'000
45 PRELEVEMENTS SUR LES FONDS ET FINANCEMENTS SPECIAUX	10'458'571	10'233'556	11'217'900	9'535'600	16'173'100	10'971'900	9'570'600	9'569'300
46 REVENUS DE TRANSFERT	381'870'598	384'025'983	388'125'700	390'136'400	395'072'100	396'322'400	400'661'100	406'348'300
47 SUBVENTIONS A REDISTRIBUER	110'912'992	110'572'582	111'317'900	110'344'600	109'919'600	109'919'600	109'919'600	109'919'600
48 REVENUS EXTRAORDINAIRES	1'119'054	1'086'478	10'781'000	5'961'000	5'961'000	5'961'000	2'961'000	961'000
49 IMPUTATIONS INTERNES	297'000	334'500	334'500	309'500	309'500	309'500	309'500	309'500
<b>4 REVENUS</b>	<b>890'157'863</b>	<b>913'688'904</b>	<b>906'472'800</b>	<b>914'120'200</b>	<b>928'596'600</b>	<b>932'380'300</b>	<b>940'377'100</b>	<b>952'359'900</b>
EXCEDENT DE CHARGES (-)/ DE REVENUS (+)	507'038	1'002'969	-6'799'400	-5'531'800	-7'863'300	-9'719'800	-14'400'600	-16'900'100
REALISATION COMPLETE OPTI-MA, AXE 6 DU PROGRAMME DE LEGISLATURE					3'000'000	4'050'000	9'100'000	13'600'000
RESULTAT PLANIFIE (- = DEFICIT)				-5'531'800	-4'863'300	-5'669'800	-5'300'600	-3'300'100

**PLAN FINANCIER 2017 - 2021 - EVOLUTION DES INDICATEURS**

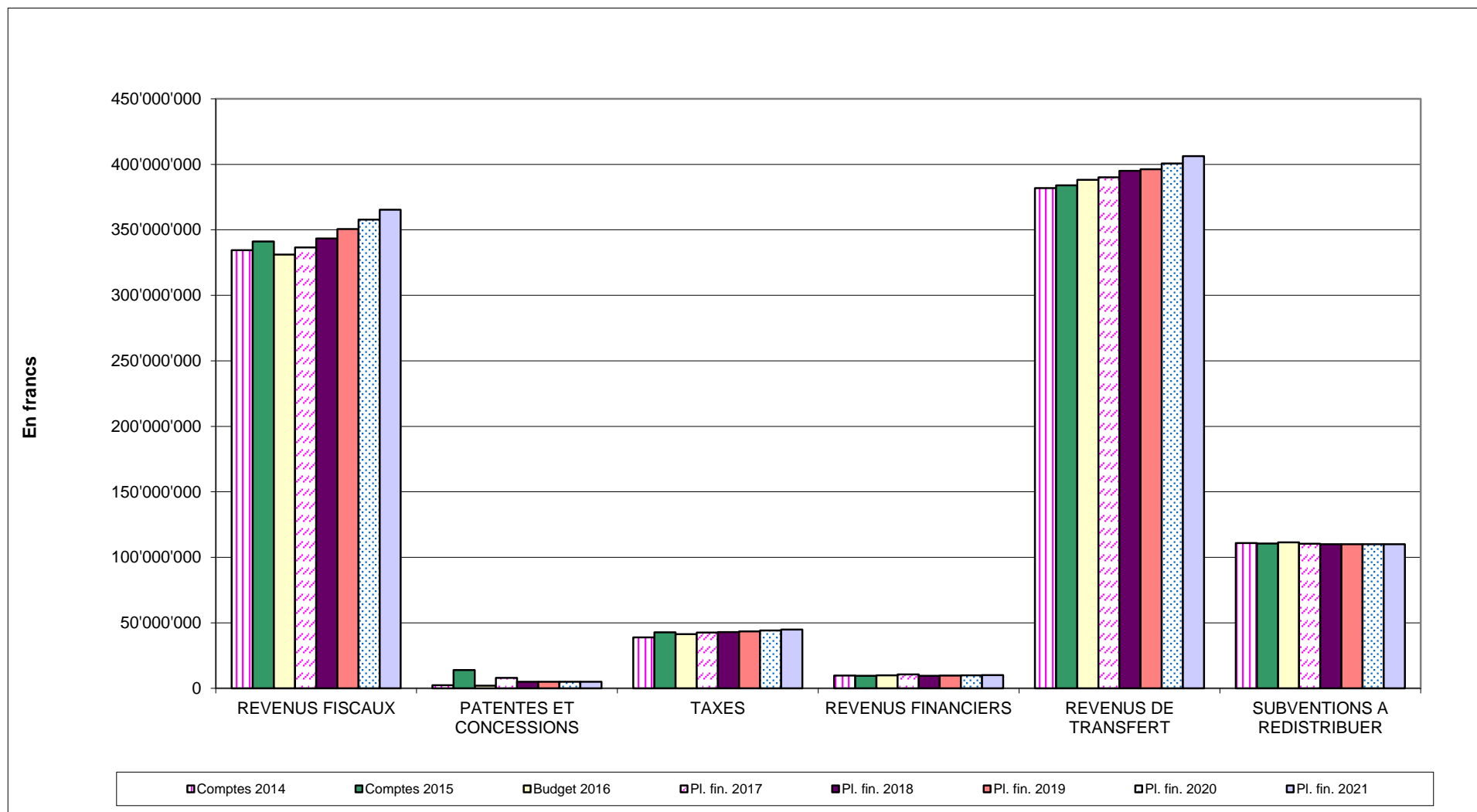
(état : 21 septembre 2016)

Indicateurs (en milliers CHF ou %)	Frein endett.										Budget 2016	Plan financier				
		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015		2017	2018	2019	2020	2021
Résultat (- = déficit)		45	2'573	2'206	235	785	-7'143	-1'539	507	1'003	-6'799	-5'532	-4'863	-5'670	-5'301	-3'300
Insuffisance de financement (selon LFIN)		-5'928	-1'260	-9'551	-9'890	-7'026	-6'505	-1'849	285	2'815	-6'723	-4'858	-6'768	-6'678	-6'564	-6'875
Degré d'autofinancement (selon LFIN)	> 80%	84.9%	96.7%	79.6%	79.0%	84.9%	82.8%	95.1%	100.8%	108.3%	80.9%	85.2%	80.6%	80.0%	80.2%	80.1%
Investissements réalisés sur le territoire jurassien		173'167	204'874	204'750	202'136	202'569	172'575	165'576	153'840	119'003	95'798	62'475	56'644	46'301	44'108	45'666
Investissements bruts		58'308	61'554	64'053	62'457	64'922	54'388	55'628	53'572	45'978	50'698	45'675	49'294	45'671	43'898	45'456
Investissements nets		39'224	38'313	46'932	47'134	46'523	37'843	37'874	36'919	34'034	35'129	32'795	34'850	33'409	33'095	34'620
Dette brute Dette brute/recettes fiscales (sans taxe véhicules)	< 150%	305'200	255'010	236'940	256'460	278'416	286'226	307'126	329'739	317'716	335'000	343'908	361'033	372'520	379'126	383'659
Intérêts passifs (couvertures swap en net)		11'504	10'819	9'303	7'977	6'938	5'649	4'916	6'473	6'717	6'978	7'128	7'499	7'849	8'179	8'589
Intérêts passifs/Recettes fiscales (sans taxe véhicules)		4.8%	4.3%	3.6%	3.1%	2.6%	2.0%	1.7%	2.1%	2.2%	2.3%	2.3%	2.4%	2.5%	2.5%	2.6%

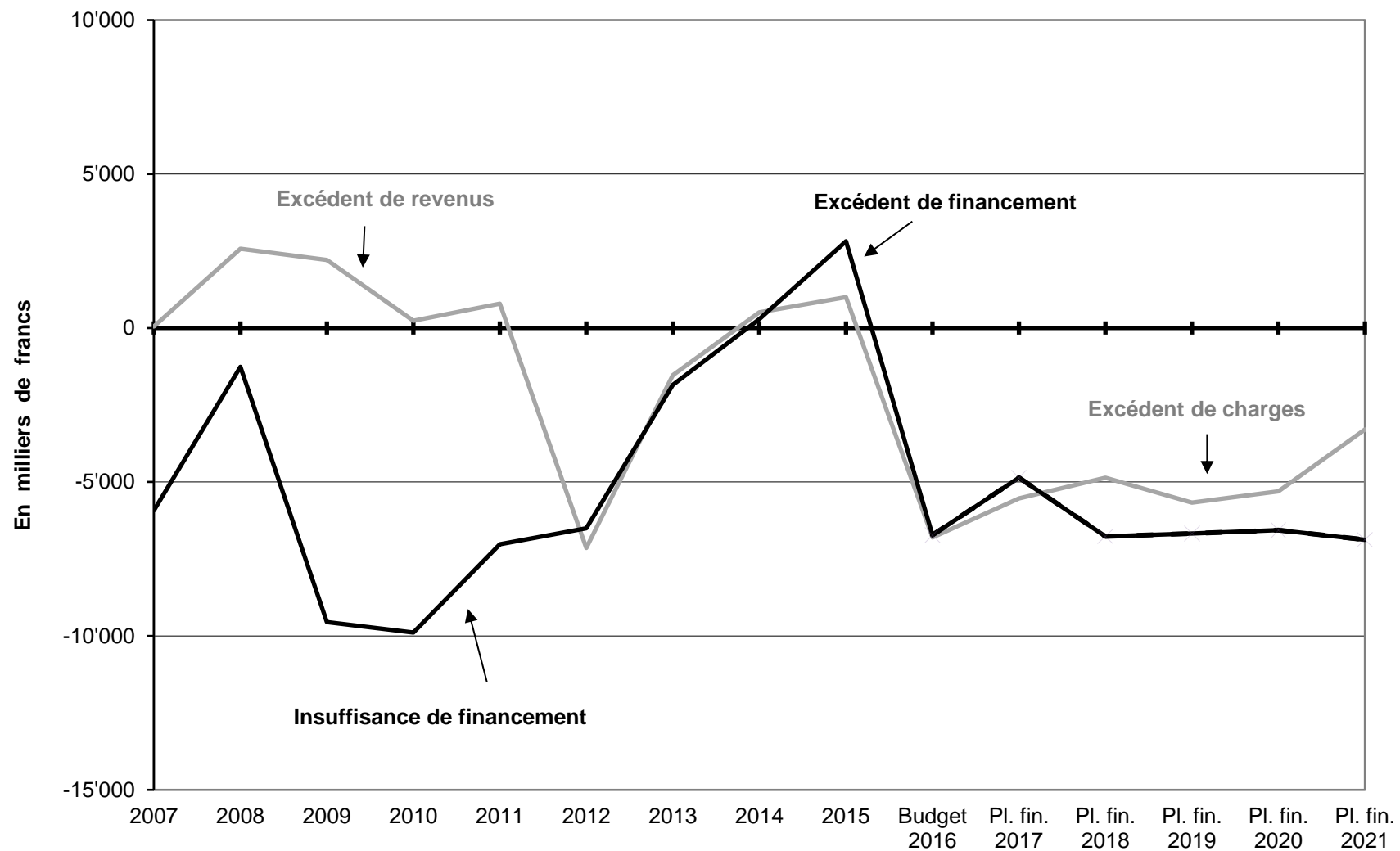
**PLAN FINANCIER 2017 - 2021 - EVOLUTION DES PRINCIPALES RUBRIQUES DE CHARGES**



**PLAN FINANCIER 2017 - 2021 - EVOLUTION DES PRINCIPALES RUBRIQUES DE REVENUS**

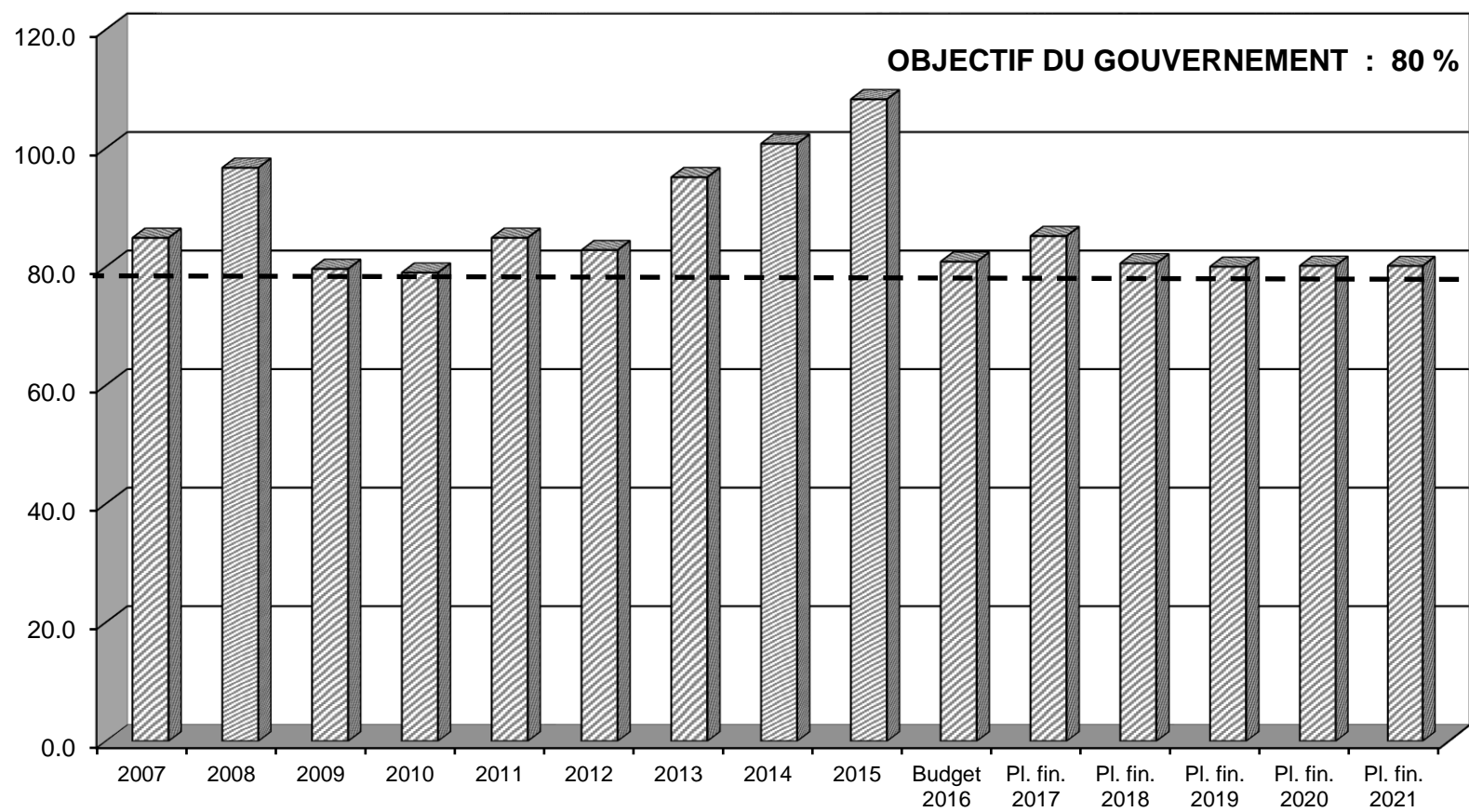


**PLAN FINANCIER 2017 - 2021 - EVOLUTION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT ET DU FINANCEMENT**

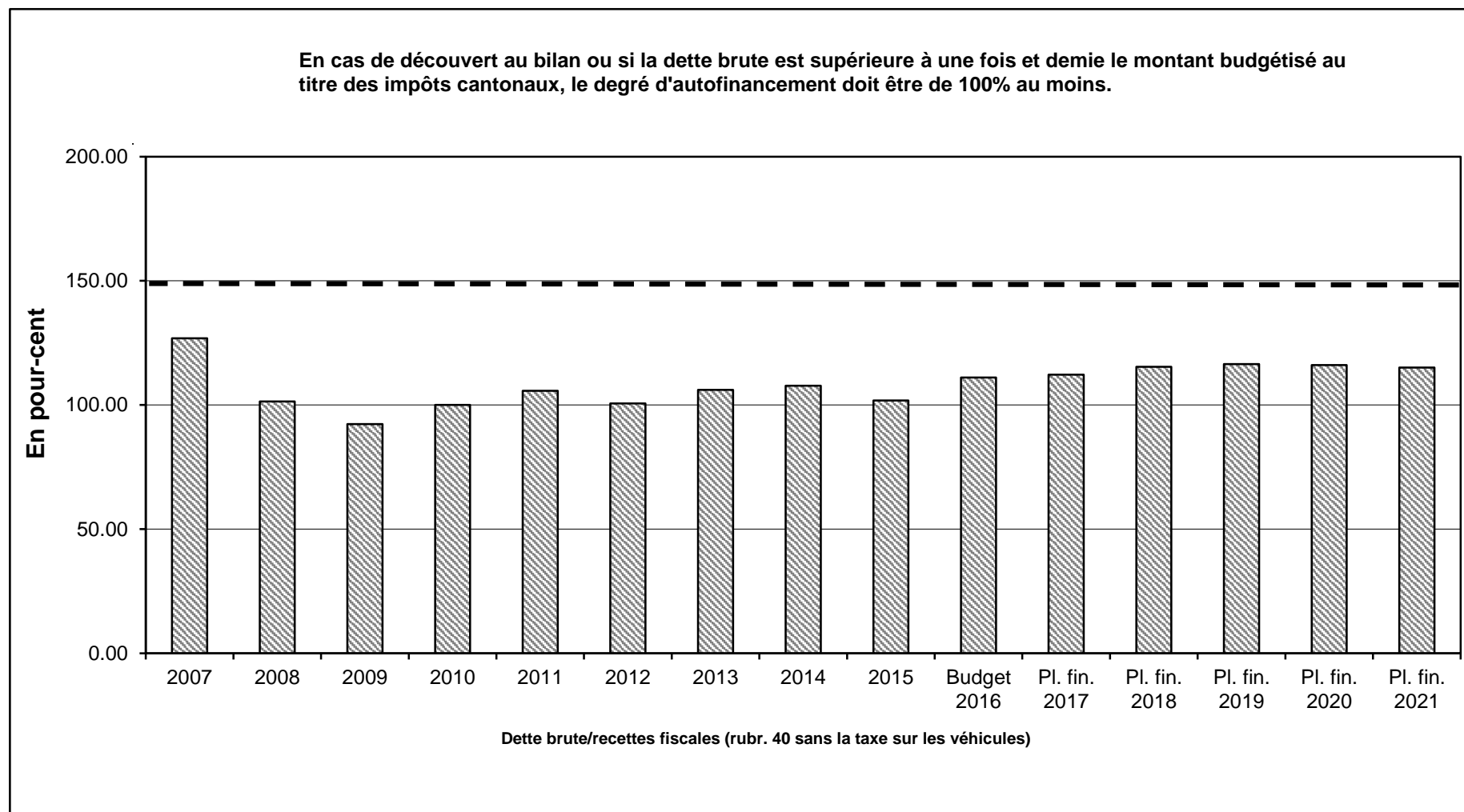




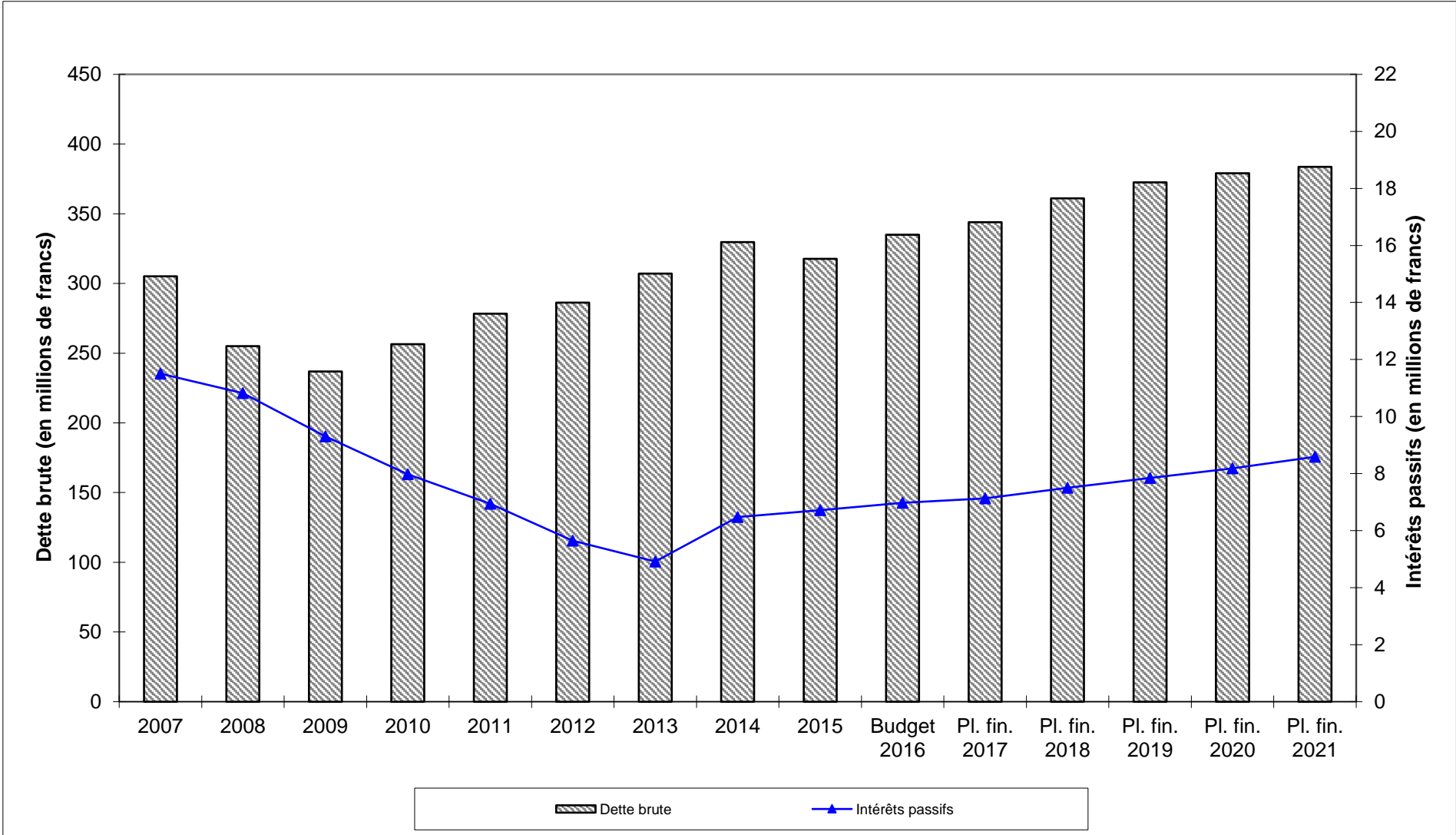
**PLAN FINANCIER 2017 - 2021 - EVOLUTION DU DEGRE D'AUTOFINANCEMENT**



**PLAN FINANCIER 2017 - 2021 EVOLUTION DE LA DETTE BRUTE PAR RAPPORT A LA FISCALITE CANTONALE**  
 (2ème critère du mécanisme de frein à l'endettement)



**PLAN FINANCIER 2017 - 2021 - EVOLUTION DE LA DETTE BRUTE ET DES INTERETS PASSIFS**





PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS  
POUR LA PERIODE 2017 – 2021

---



<b>PLAN FINANCIER DES INVESTISSEMENTS 2017-2021</b>
---

		PFI					Totaux
		2017	2018	2019	2020	2021	
Chancellerie (CHA)	D	220 000	100 000	100 000	135 000	100 000	655 000
	R	0	0	0	0	0	0
	N	220 000	100 000	100 000	135 000	100 000	655 000
Département de l'Intérieur (DIN)	D	860 000	880 000	1 070 000	500 000	500 000	3 810 000
	R	-100 000	-100 000	-100 000	-100 000	-100 000	-500 000
	N	760 000	780 000	970 000	400 000	400 000	3 310 000
Département de l'Economie et de la Santé (DES)	D	7 205 000	7 180 000	7 342 000	6 980 000	6 980 000	35 687 000
	R	-4 352 700	-4 252 000	-4 233 500	-4 207 400	-4 184 400	-21 230 000
	N	2 852 300	2 928 000	3 108 500	2 772 600	2 795 600	14 457 000
Département de l'Environnement (DEN)	D	24 347 700	27 312 000	26 023 000	27 806 000	30 246 300	135 735 000
	R	-5 433 700	-7 098 500	-6 114 100	-5 481 000	-5 538 100	-29 665 400
	N	18 914 000	20 213 500	19 908 900	22 325 000	24 708 200	106 069 600
Département de la Formation, de la Culture et des Sports (DFCS)	D	8 630 500	9 315 000	6 675 500	4 246 500	4 125 000	32 992 500
	R	-2 994 000	-2 994 000	-1 814 000	-1 014 000	-1 014 000	-9 830 000
	N	5 636 500	6 321 000	4 861 500	3 232 500	3 111 000	23 162 500
Département des Finances (DFI)	D	4 412 000	4 507 000	4 460 000	4 230 000	3 505 000	21 114 000
	R	0	0	0	0	0	0
	N	4 412 000	4 507 000	4 460 000	4 230 000	3 505 000	21 114 000
<b>Ensemble des départements</b>	D	<b>45 675 200</b>	<b>49 294 000</b>	<b>45 670 500</b>	<b>43 897 500</b>	<b>45 456 300</b>	<b>229 993 500</b>
	R	<b>-12 880 400</b>	<b>-14 444 500</b>	<b>-12 261 600</b>	<b>-10 802 400</b>	<b>-10 836 500</b>	<b>-61 225 400</b>
	N	<b>32 794 800</b>	<b>34 849 500</b>	<b>33 408 900</b>	<b>33 095 100</b>	<b>34 619 800</b>	<b>168 768 100</b>
<b>Participation fédérale à la construction de l'A16</b>		<b>16 800 000</b>	<b>7 350 000</b>	<b>630 000</b>	<b>210 000</b>	<b>210 000</b>	<b>25 200 000</b>
<b>Investissements réalisés sur le territoire cantonal</b>		<b>62 475 200</b>	<b>56 644 000</b>	<b>46 300 500</b>	<b>44 107 500</b>	<b>45 666 300</b>	<b>255 193 500</b>

LEGENDE : D = Dépenses d'investissement R = Recettes d'investissement N = Investissements nets

PLAN FINANCIER DES INVESTISSEMENTS 2012-2016							
INVESTISSEMENTS CHA	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2017	PFI 2018	PFI 2019	PFI 2020	PFI 2021	
	Dépenses	220 000	100 000	100 000	135 000	100 000	655 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>220 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>135 000</b>	<b>100 000</b>	<b>655 000</b>
<b>101 GOUVERNEMENT</b>	Dépenses	120 000	0	0	0	0	120 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>120 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>120 000</b>
<b>Véhicules</b>	<b>Nets</b>	<b>120 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>120 000</b>
Remplacement de véhicules	5060.00	120 000					120 000
<b>120 ECONOMAT CANTONAL</b>	Dépenses	100 000	100 000	100 000	135 000	100 000	535 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>135 000</b>	<b>100 000</b>	<b>535 000</b>
<b>Mobilier et véhicule</b>	<b>Nets</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>135 000</b>	<b>100 000</b>	<b>535 000</b>
Remplacement du mobilier	5060.00	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
Remplacement de véhicule	5060.00				35 000		35 000



INVESTISSEMENTS DIN	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2017	PFI 2018	PFI 2019	PFI 2020	PFI 2021	
	Dépenses	860 000	880 000	1 070 000	500 000	500 000	3 810 000
	Recettes	-100 000	-100 000	-100 000	-100 000	-100 000	-500 000
	<b>Nets</b>	<b>760 000</b>	<b>780 000</b>	<b>970 000</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>3 310 000</b>
<b>720 SERVICE DE LA POPULATION</b>	Dépenses	0	0	150 000	0	0	150 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>150 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>150 000</b>
<b>Equipements, installations</b>	<b>Nets</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>150 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>150 000</b>
Remplacement des installations de prise des données biométriques au Bureau des passeports	5060.00			150 000			150 000
<b>730 POLICE CANTONALE</b>	Dépenses	700 000	700 000	800 000	400 000	400 000	3 000 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>700 000</b>	<b>700 000</b>	<b>800 000</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>3 000 000</b>
<b>Equipements et véhicules (acquisition et renouvellement)</b>		<b>700 000</b>	<b>700 000</b>	<b>800 000</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>3 000 000</b>
Matériel de communication	5060.00	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
Equipement de police	5060.00	200 000	200 000	200 000			600 000
Véhicules	5060.00	400 000	400 000	500 000	300 000	300 000	1 900 000
<b>735 PROTECTION POPULATION ET SECURITE</b>	Dépenses	160 000	180 000	120 000	100 000	100 000	660 000
	Recettes	-100 000	-100 000	-100 000	-100 000	-100 000	-500 000
	<b>Nets</b>	<b>60 000</b>	<b>80 000</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>160 000</b>
<b>Equipements et véhicules (acquisition et renouvellement)</b>		<b>60 000</b>	<b>80 000</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>160 000</b>
Renouvellement matériel Pci	5060.00	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
Fonds contributions rempl.	6870.00	-100 000	-100 000	-100 000	-100 000	-100 000	-500 000
Equipement et matériel de protection de la population	5060.00	60 000	80 000	20 000			160 000

INVESTISSEMENTS DES	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2017	PFI 2018	PFI 2019	PFI 2020	PFI 2021	
	Dépenses	7 205 000	7 180 000	7 342 000	6 980 000	6 980 000	35 687 000
	Recettes	-4 352 700	-4 252 000	-4 233 500	-4 207 400	-4 184 400	-21 230 000
	<b>Nets</b>	<b>2 852 300</b>	<b>2 928 000</b>	<b>3 108 500</b>	<b>2 772 600</b>	<b>2 795 600</b>	<b>14 457 000</b>
<b>305 SERVICE DE L'ECONOMIE ET DE L'EMPLOI</b>	Dépenses	625 000	600 000	762 000	400 000	400 000	2 787 000
	Recettes	-900 700	-795 000	-776 500	-756 400	-756 400	-3 985 000
	<b>Nets</b>	<b>-275 700</b>	<b>-195 000</b>	<b>-14 500</b>	<b>-356 400</b>	<b>-356 400</b>	<b>-1 198 000</b>
<b>Subventions et participation LPR</b>	<b>Nets</b>	<b>625 000</b>	<b>600 000</b>	<b>475 000</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>2 500 000</b>
Enveloppe pour l'ensemble des projets LPR	5650.00	625 000	600 000	475 000	400 000	400 000	2 500 000
<b>LIM</b>	<b>Nets</b>	<b>-900 700</b>	<b>-795 000</b>	<b>-489 500</b>	<b>-756 400</b>	<b>-756 400</b>	<b>-3 698 000</b>
-) Prêts LIM - centrale hydroélectrique du Moulin du Doubs	5450.00			287 000			287 000
-) Remboursements de crédits LIM cantonaux par les privés	64xx.00	-900 700	-795 000	-776 500	-756 400	-756 400	-3 985 000
<b>320 ECONOMIE RURALE</b>	Dépenses	6 580 000	6 580 000	6 580 000	6 580 000	6 580 000	32 900 000
	Recettes	-3 452 000	-3 457 000	-3 457 000	-3 451 000	-3 428 000	-17 245 000
	<b>Nets</b>	<b>3 128 000</b>	<b>3 123 000</b>	<b>3 123 000</b>	<b>3 129 000</b>	<b>3 152 000</b>	<b>15 655 000</b>
<b>Développement rural</b>	<b>Nets</b>	<b>-72 000</b>	<b>-77 000</b>	<b>-77 000</b>	<b>-71 000</b>	<b>-48 000</b>	<b>-345 000</b>
Prêts accordés	5450.00	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
Remboursements des prêts	6450.00	-172 000	-177 000	-177 000	-171 000	-148 000	-845 000
<b>Subventions pour les améliorations foncières (génie rural et constructions rurales)</b>	<b>Nets</b>	<b>3 200 000</b>	<b>3 200 000</b>	<b>3 200 000</b>	<b>3 200 000</b>	<b>3 200 000</b>	<b>16 000 000</b>
Génie rural	5650.00	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	9 000 000
Constructions rurales	5650.00	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	5 000 000
Projets de développement régionaux agricoles	5650.00	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	2 000 000
Subv. fédérales pour améliorations foncières redistribuées	5750.00	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	16 000 000
Subv. fédérales pour améliorations foncières à redistribuer	6700.00	-3 200 000	-3 200 000	-3 200 000	-3 200 000	-3 200 000	-16 000 000
<b>Fonds pour les améliorations foncières</b>	<b>Avance RCJU</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses à charge du fonds des améliorations foncières	5650.01	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000
Attribution au fonds des améliorations foncières	5870.00	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	300 000
Remboursement de prêts en faveur du fonds des améliorations foncières	6450.01	-40 000	-40 000	-40 000	-40 000	-40 000	-200 000
Recettes en faveur du fonds des améliorations foncières	6650.00	-40 000	-40 000	-40 000	-40 000	-40 000	-200 000

INVESTISSEMENTS DEN	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2017	PFI 2018	PFI 2019	PFI 2020	PFI 2021	
	Dépenses	24 347 700	27 312 000	26 023 000	27 806 000	30 246 300	135 735 000
	Recettes	-5 433 700	-7 098 500	-6 114 100	-5 481 000	-5 538 100	-29 665 400
	<b>Nets</b>	<b>18 914 000</b>	<b>20 213 500</b>	<b>19 908 900</b>	<b>22 325 000</b>	<b>24 708 200</b>	<b>106 069 600</b>
<b>400 SERVICE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL</b>	Dépenses	5 681 700	3 450 000	3 427 000	3 650 000	3 650 000	19 858 700
	Recettes	-2 895 500	-2 895 500	-2 895 500	-2 895 500	-2 716 600	-14 298 600
	<b>Nets</b>	<b>2 786 200</b>	<b>554 500</b>	<b>531 500</b>	<b>754 500</b>	<b>933 400</b>	<b>5 560 100</b>
<b>Energie</b>	<b>Nets</b>	<b>780 000</b>	<b>780 000</b>	<b>780 000</b>	<b>780 000</b>	<b>780 000</b>	<b>3 900 000</b>
Promotion des investissements dans le domaine de l'énergie	5670.01	3 300 000	3 300 000	3 300 000	3 300 000	3 300 000	16 500 000
Subventions fédérales	6300.00	-2 520 000	-2 520 000	-2 520 000	-2 520 000	-2 520 000	-12 600 000
<b>Transports publics</b>	<b>Nets</b>	<b>2 006 200</b>	<b>-225 500</b>	<b>-248 500</b>	<b>-25 500</b>	<b>153 400</b>	<b>1 660 100</b>
Financement de l'infrastructure CJ	5640.01	518 700					518 700
Mise en conformité LHand matériel roulant ferroviaire CJ "installation de marches rabattables"	5640.01	533 000					533 000
Agglomération de Delémont / Halte ferroviaire la Communance	5640.02			50 000	350 000	350 000	750 000
Equipement traverses 3 rails	5640.02			77 000			77 000
Réouverture ligne Delle-Belfort	5680.00	1 330 000	150 000				1 480 000
Remboursement des prêts CJ	6440.00	-375 500	-375 500	-375 500	-375 500	-196 600	-1 698 600
<b>410 OFFICE DE L'ENVIRONNEMENT</b>	Dépenses	4 876 000	4 856 000	4 751 000	5 096 000	5 501 000	25 080 000
	Recettes	-1 913 000	-1 926 000	-1 718 000	-2 170 500	-2 383 000	-10 110 500
	<b>Nets</b>	<b>2 963 000</b>	<b>2 930 000</b>	<b>3 033 000</b>	<b>2 925 500</b>	<b>3 118 000</b>	<b>14 969 500</b>
<b>Mesures biodiversité et revitalisation de cours d'eau</b>	<b>Nets</b>	<b>103 000</b>	<b>100 000</b>	<b>73 000</b>	<b>95 500</b>	<b>208 000</b>	<b>579 500</b>
Revitalisation de cours d'eau	5020.00	150 000	135 000		50 000	300 000	635 000
Subventions fédérales	6300.00	-120 000	-108 000		-27 500	-165 000	-420 500
Assainissement des anciennes installations hydrauliques	5020.00	75 000	100 000		425 000	500 000	1 100 000
Subventions fédérales	6300.00	-75 000	-100 000		-425 000	-500 000	-1 100 000
Régénération des hauts et bas marais d'importance nationale	5020.00	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	400 000
Subventions fédérales	6300.00	-52 000	-52 000	-52 000	-52 000	-52 000	-260 000
Régénération des sites de batraciens d'importance nationale	5020.00	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	350 000
Subventions fédérales	6300.00	-45 000	-45 000	-45 000	-45 000	-45 000	-225 000
Mesures en faveur de la conservation d'espèces prioritaires	5020.00	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	200 000
Subventions fédérales	6300.00	-20 000	-20 000	-20 000	-20 000	-20 000	-100 000
<b>Matériel, mobilier, véhicule</b>	<b>506.00</b>	<b>60 000</b>	<b>30 000</b>	<b>160 000</b>	<b>30 000</b>	<b>110 000</b>	<b>390 000</b>
Remplacement des véhicules du service	5060.00	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000
Equipement de l'Allaine pour le contrôle de l'eau	5060.00			130 000			130 000
Acquisition de sondes mobiles	5060.00	30 000					30 000
Nouvelle station air Delémont	5060.00					80 000	80 000
<b>Subventions aux communes</b>	<b>Nets</b>	<b>2 800 000</b>	<b>2 800 000</b>	<b>2 800 000</b>	<b>2 800 000</b>	<b>2 800 000</b>	<b>14 000 000</b>
Soins aux forêts protectrices selon LFO	5620.00	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000
Infrastructures forestières (desserte)	5620.00	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000
Subventions eau potable et eaux usées	5620.00	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	8 000 000
Ouvrages de protection selon LACE	5620.00	650 000	650 000	650 000	650 000	650 000	3 250 000
Ouvrages de protection selon LFO	5620.00	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	750 000
Subventions fédérales redistribuées	5720.00	1 601 000	1 601 000	1 601 000	1 601 000	1 601 000	8 005 000
Subventions fédérales à redistribuer	6700.00	-1 601 000	-1 601 000	-1 601 000	-1 601 000	-1 601 000	-8 005 000
<b>411 FORÊTS DOMANIALES</b>	Dépenses	40 000	220 000	240 000	90 000	40 000	630 000
	Recettes	0	0	-80 000	-70 000	0	-150 000
	<b>Nets</b>	<b>40 000</b>	<b>220 000</b>	<b>160 000</b>	<b>20 000</b>	<b>40 000</b>	<b>480 000</b>
<b>Chemins</b>	<b>Nets</b>	<b>40 000</b>	<b>220 000</b>	<b>160 000</b>	<b>20 000</b>	<b>40 000</b>	<b>480 000</b>
Remise en état des chemins de forêts domaniales	5010.00	40 000	220 000	240 000	90 000	40 000	630 000
Subvention fédérales	6300.00			-45 000	-40 000		-85 000
Fonds forestiers FOD pour Undervelier	6870.00			-35 000	-30 000		-65 000

INVESTISSEMENTS DEN	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2017	PFI 2018	PFI 2019	PFI 2020	PFI 2021	
<b>420 SIN CONSTRUCTIONS ROUTIERES</b>	Dépenses	9 190 000	10 691 000	10 295 000	12 060 000	11 465 300	53 701 300
	Recettes	-375 200	-1 077 000	-270 600	-345 000	-438 500	-2 506 300
	<b>Nets</b>	<b>8 814 800</b>	<b>9 614 000</b>	<b>10 024 400</b>	<b>11 715 000</b>	<b>11 026 800</b>	<b>51 195 000</b>
<b>Aménagements routiers</b>	<b>Nets</b>	<b>2 525 000</b>	<b>3 270 000</b>	<b>3 750 000</b>	<b>5 530 000</b>	<b>4 920 000</b>	<b>19 995 000</b>
<b>Aménagements de la H18</b>	Dépenses	1 240 000	1 240 000	1 240 000	1 740 000	1 740 000	7 200 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>1 240 000</b>	<b>1 240 000</b>	<b>1 240 000</b>	<b>1 740 000</b>	<b>1 740 000</b>	<b>7 200 000</b>
-) Glovelier-St-Brais, alésage du tunnel actuel de la Roche	5010.00				500 000	500 000	1 000 000
-) Le Noirmont - Le Boéchet	5010.00	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	6 000 000
-) Etudes générales en cours	5010.00	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	200 000
<b>Itinéraires cyclables (sans les projets d'agglomération de Delémont)</b>	Dépenses	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	1 700 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>340 000</b>	<b>340 000</b>	<b>340 000</b>	<b>340 000</b>	<b>340 000</b>	<b>1 700 000</b>
-) Courtemaîche-Grandgourt	5010.00	10 000					10 000
-) Grandgourt-Buix	5010.00	270 000	310 000				580 000
-) Porrentruy - Courchavon	5010.00			180 000	180 000		360 000
-) Courchavon - Courtemaîche	5010.00					300 000	300 000
-) Bonfol - Frontière F(Pfetterhouse)	5010.00					20 000	20 000
-) Chevenez - Rocourt	5010.00	40 000	10 000				50 000
-) Le Boéchet - Les Bois	5010.00			140 000	140 000		280 000
-) Etudes diverses	5010.00	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000
<b>Aménagements des routes cantonales (Total des 3 districts)</b>	Dépenses	1 090 000	1 710 000	2 230 000	3 630 000	3 110 000	11 770 000
	Recettes	-145 000	-20 000	-60 000	-180 000	-270 000	-675 000
	<b>Nets</b>	<b>945 000</b>	<b>1 690 000</b>	<b>2 170 000</b>	<b>3 450 000</b>	<b>2 840 000</b>	<b>11 095 000</b>
<b>Aménagements des routes cantonales en Ajoie</b>	Dépenses	625 000	1 300 000	950 000	1 000 000	100 000	3 975 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>625 000</b>	<b>1 300 000</b>	<b>950 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>100 000</b>	<b>3 975 000</b>
-) Porrentruy-Alle, OPAM	5010.00	50 000	550 000	400 000			1 000 000
-) Porrentruy, rues Trouillat, Gravier, Merguin	5010.00	500 000	650 000	550 000	1 000 000		2 700 000
-) Courtedoux, rue du 23 - Juin	5010.00		100 000				100 000
-) Cornol, Cornoline à ciel ouvert	5010.00	75 000					75 000
-) Traversée de Fahy, études	5010.00					100 000	100 000
<b>Aménagements des routes cantonales dans le district de Delémont</b>	Dépenses	0	120 000	0	100 000	100 000	320 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>0</b>	<b>120 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>320 000</b>
-) Courrendlin, route de Châtillon (Vellerat)	5010.00				100 000	100 000	200 000
-) Bassecourt, passage à niveau	5010.00		120 000				120 000
<b>Projet d'agglomération de Delémont</b>	Dépenses	220 000	270 000	1 260 000	2 460 000	2 840 000	7 050 000
	Recettes	-20 000	-20 000	-60 000	-180 000	-270 000	-550 000
	<b>Nets</b>	<b>200 000</b>	<b>250 000</b>	<b>1 200 000</b>	<b>2 280 000</b>	<b>2 570 000</b>	<b>6 500 000</b>
Montant global hors traversées de Courrendlin et Courroux	5010.00	120 000	120 000	360 000	360 000	240 000	1 200 000
Subvention fédérale	6300.00	-20 000	-20 000	-60 000	-60 000	-40 000	-200 000
-) N°20: Traversée de Courroux	5010.00	50 000	50 000	50 000	600 000	1 100 000	1 850 000
Subvention fédérale	6300.00				-120 000	-230 000	-350 000
-) N°26a : Traversée de Courrendlin	5010.00	50 000	100 000	850 000	1 500 000	1 500 000	4 000 000
<b>Aménagements des routes cantonales dans le district des F.-M.</b>	Dépenses	0	0	0	50 000	50 000	100 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>100 000</b>
-) Nouvelle route pour la Gruère, études	5010.00				50 000	50 000	100 000
<b>Aménagements des routes cantonales</b>	Dépenses	245 000	20 000	20 000	20 000	20 000	325 000
	Recettes	-125 000	0	0	0	0	-125 000
	<b>Nets</b>	<b>120 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>200 000</b>
-) Mesures écologiques, études	5010.00	225 000					225 000
Subvention fédérale	6300.00	-125 000					-125 000
-) Acquisitions de terrains, études	5010.00	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000

INVESTISSEMENTS DEN	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2017	PFI 2018	PFI 2019	PFI 2020	PFI 2021	
<b>Maintenance routière</b>	<b>Dépenses</b>	<b>4 580 000</b>	<b>5 411 000</b>	<b>4 585 000</b>	<b>4 585 000</b>	<b>4 529 800</b>	<b>23 690 800</b>
	<b>Recettes</b>	<b>-184 200</b>	<b>-1 002 800</b>	<b>-170 300</b>	<b>-165 000</b>	<b>-168 500</b>	<b>-1 690 800</b>
	<b>Nets</b>	<b>4 395 800</b>	<b>4 408 200</b>	<b>4 414 700</b>	<b>4 420 000</b>	<b>4 361 300</b>	<b>22 000 000</b>
H18 : Sceut - Montfaucon, étude	5010.00	30 000					30 000
H18 : Sceut - Montfaucon, ouvrage protection	5010.00	250 000	250 000	170 000			670 000
Subventions fédérales, étude	6300.00	-10 500					-10 500
Subventions fédérales, Ouvrage protection	6300.00	-87 500	-87 500	-59 500			-234 500
Courrendlin, les Hautes-Vies PR200 - PR250, dangers naturels	5010.00			50 000	250 000	105 000	405 000
Subventions fédérales	6300.00			-17 500	-87 500	-36 800	-141 800
Rebeuvelier, Côte de Chaux PR25 - PR100, dangers naturels	5010.00	115 000	190 000	70 000			375 000
Subventions fédérales	6300.00	-40 200	-66 500	-24 500			-131 200
Soubey - Les Enfers, dangers naturels	5010.00				40 000	30 000	70 000
Subventions fédérales	6300.00				-14 000	-10 500	-24 500
H18 : remise en état des ouvrages protection, dangers naturels	5010.00	60 000	56 000	50 000	120 000	150 000	436 000
Subventions fédérales	6300.00	-10 500	-9 800	-8 800	-21 000	-26 200	-76 300
Gorges du Pichoux, dangers naturels	5010.00		20 000	80 000			100 000
Subventions fédérales	6300.00		-7 000	-28 000			-35 000
Route de Vellerat, filets PR 475 - PR 425, dangers naturels	5010.00				50 000	9 800	59 800
Gorges de Vermes, études préliminaires / projet d'ouvrage, dangers naturels	5010.00				30 000	50 000	80 000
Subventions fédérales	6300.00				-10 500	-17 500	-28 000
Gorges de la Scheulte, étude préliminaire, dangers naturels	5010.00					30 000	30 000
Subventions fédérales	6300.00					-10 500	-10 500
Diverses RC, études préliminaires, dangers naturels	5010.00					100 000	100 000
Subventions fédérales	6300.00					-35 000	-35 000
Diverses RC, interventions urgentes, dangers naturels	5010.00	30 000	20 000	20 000	20 000	20 000	110 000
Subventions fédérales	6300.00	-10 500	-7 000	-7 000	-7 000	-7 000	-38 500
Les Rangiers, réfection mur le Chételat	5010.00					80 000	80 000
Porrentruy, pont St-Germain	5010.00			20 000	400 000		420 000
Vicques, pont de Recolaine	5010.00	100 000	1 700 000				1 800 000
Subventions OFEV	6300.00		-800 000				-800 000
Les Rangiers, passage inférieur à bétail	5010.00					100 000	100 000
Cornol, pont sur la Cornoline	5010.00					300 000	300 000
Courtételle, pont sur la Sorne	5010.00					100 000	100 000
Chevenez, voûtage au Soleil	5010.00	100 000					100 000
Corban, pont sur la Doux	5010.00				200 000		200 000
Undervelier, pont sur le Miéry	5010.00	100 000					100 000
Asuel, pont sur le ruisseau d'Asuel	5010.00			250 000			250 000
Pleujouse, pont sur le ruisseau d'Asuel et de Pleujouse	5010.00					230 000	230 000
Seleute, Tuyau la Vanoge	5010.00			100 000			100 000
Bassecourt, ruisseau de Glovelier	5010.00			100 000			100 000
Corban, voûtage ruisseau Sous Vassa	5010.00	80 000					80 000
Vermes, pont sur la Gabiare	5010.00				240 000		240 000
Diverses RC, travaux divers	5010.00	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	200 000
Buix centre, réfection traversée	5010.00	400 000	400 000				800 000
Alle, secteur Raiffeisen - Centre Ajoie	5010.00			50 000	400 000		450 000
Entretien des revêtements BP + BAR + ES (Tariche)	5010.00	150 000					150 000
Diverses RC, travaux préparatoires pour phono-absorbant en Ajoie	5010.00	150 000	180 000	130 000	60 000	50 000	570 000
Diverses RC, travaux divers, chantiers en Ajoie	5010.00	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
Porrentruy, route de Courgenay	5010.00					200 000	200 000
Grandgourt, centre, réfection	5010.00			100 000			100 000
Alle, route de Courgenay, tronçon secteur giratoire Filature	5010.00				150 000		150 000
St-Ursanne - Seleute, réfection	5010.00					100 000	100 000
Porrentruy - Coeuve, PR 200 - PR 325	5010.00				200 000	200 000	400 000
Montignez, village	5010.00					100 000	100 000
Alle, carrefour Est	5010.00	150 000					150 000

INVESTISSEMENTS DEN	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2017	PFI 2018	PFI 2019	PFI 2020	PFI 2021	
Porrentruy, carrefours de Coeuve à EMT	5010.00				100 000		100 000
Alle, entrée Ouest, carrefour Landi à carrefour stade	5010.00					100 000	100 000
Miécourt, entrée Ouest	5010.00		100 000				100 000
St-Ursanne - Les Rangiers, réfection chaussée	5010.00	225 000	225 000	225 000	225 000	225 000	1 125 000
Particip. organis. course Rangiers	6320.00	-25 000	-25 000	-25 000	-25 000	-25 000	-125 000
St-Ursanne - Montenol, poutres de rive	5010.00	150 000					150 000
Vendlincourt, village	5010.00					100 000	100 000
Vendlincourt depuis giratoire direction Bonfol	5010.00				50 000	50 000	100 000
Fregécourt giratoire - Asuel Haut-du-Village	5010.00					60 000	60 000
Courtedoux, depuis giratoire à carrefour de l'église	5010.00		50 000	500 000	150 000		700 000
Réclère, carrefour direction les Grottes	5010.00			50 000			50 000
Porrentruy, giratoire Saint-Germain	5010.00			200 000			200 000
Porrentruy, Rue Auguste-Cuenin	5010.00			200 000			200 000
Courrendlin - Choindez, réfection	5010.00			50 000	250 000	250 000	550 000
Vicques, carrefour RC250.2 - Home	5010.00	200 000					200 000
Diverses RC, travaux préparatoires pour phono-absorbant dans la vallée de Delémont	5010.00	150 000	180 000	130 000	60 000	50 000	570 000
Diverses RC, travaux divers, chantiers région dans la Vallée de Delémont	5010.00	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
H18 : Delémont, RDU	5010.00			200 000	200 000	200 000	600 000
H18 : Glovelier, - la Petite Morée	5010.00		300 000				300 000
Courrendlin, giratoire casino	5010.00	100 000					100 000
Saulcy, porte d'entrée au Garage Péca	5010.00					100 000	100 000
Rossemaison - Châtillon, réfection	5010.00				50 000	200 000	250 000
Boécourt, giratoire	5010.00	50 000					50 000
Develier-Dessus, village	5010.00			200 000			200 000
Develier à Develier-Dessus, réfection chaussée	5010.00		200 000				200 000
Undervelier, giratoire - Sortie Est village	5010.00	150 000					150 000
Courchapoix - Montsevelier, réfection chaussée	5010.00	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000
Soubey - Les Enfers, réfection chaussée	5010.00	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	2 000 000
Les Breuleux - Cerneux-Veusil, réfection	5010.00	300 000	300 000	300 000	300 000		1 200 000
Le Roselet - Les Breuleux, réfection	5010.00	300 000					300 000
Diverses RC, travaux divers, chantiers aux Franches-Montagnes	5010.00	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
H18 : Muriaux Nord - Muriaux Sud, réfection chaussée	5010.00		250 000				250 000
Les Breuleux - Mont Tramelan, réfection chaussée	5010.00					300 000	300 000
Le Prédame - Les Genevez, carrefour	5010.00				100 000		100 000
Carrefour Tramelan/Les Genevez - Bas du Cernil, réfection chaussée	5010.00	300 000					300 000
Les Breuleux - La Chaux-des-Breuleux	5010.00		50 000	400 000			450 000
<b>Assainissement du bruit routier</b>	<b>Dépenses</b>	<b>300 000</b>	<b>350 000</b>	<b>260 000</b>	<b>125 000</b>	<b>105 500</b>	<b>1 140 500</b>
	<b>Recettes</b>	<b>-46 000</b>	<b>-54 200</b>	<b>-40 300</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-140 500</b>
	<b>Nets</b>	<b>254 000</b>	<b>295 800</b>	<b>219 700</b>	<b>125 000</b>	<b>105 500</b>	<b>1 000 000</b>
Courtemaîche PR3900 - PR4000	5010.03			200 000			200 000
Subventions fédérales	6300.00			-31 000			-31 000
Glovelier PR2000 - PR2050	5010.03	200 000					200 000
Subventions fédérales	6300.00	-31 000					-31 000
Porrentruy (Gravier, Trouillat, Merguin)	5010.03		250 000				250 000
Subventions fédérales	6300.00		-38 800				-38 800
Cornol PR2475 - PR2550	5010.03				100 000		100 000
H18 : Les Bois PR5300 - PR5400	5010.03					90 000	90 000
Diverses RC : études	5010.03	50 000	50 000	10 000	5 000	2 000	117 000
Subventions fédérales	6300.00	-7 500	-7 700	-1 500			-16 700
Diverses RC : cadastre bruit	5010.03	10 000	10 000	10 000	10 000	5 000	45 000
Subventions fédérales	6300.00	-1 500	-1 500	-1 600			-4 600
Diverses RC : BAMO	5010.03	20 000	30 000	10 000			60 000
Subventions fédérales	6300.00	-3 000	-4 700	-1 500			-9 200
Diverses RC : divers	5010.03	20 000	10 000	30 000	10 000	8 500	78 500
Subventions fédérales	6300.00	-3 000	-1 500	-4 700			-9 200

INVESTISSEMENTS DEN	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2017	PFI 2018	PFI 2019	PFI 2020	PFI 2021	
<b>Routes tiers bénéficiaires</b>	<b>5620.01</b>	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>	<b>400 000</b>
	Recettes						0
	Nets	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>	<b>400 000</b>
<b>Machines, équipements, véhicules</b>	<b>Nets</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>5 000 000</b>
Mise à disposition routes cantonales et UTIX	5060.00	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	5 000 000
<b>Subventions aux communes pour l'aménagement de routes</b>	<b>Nets</b>	<b>560 000</b>	<b>560 000</b>	<b>560 000</b>	<b>560 000</b>	<b>560 000</b>	<b>2 800 000</b>
Subventions versées aux communes	5620.00	540 000	540 000	540 000	540 000	540 000	2 700 000
Subventions Lucelle Kloesterli	5680.00	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000
<b>421 ROUTES NATIONALES</b>	Dépenses	800 000	350 000	30 000	10 000	10 000	1 200 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	<b>800 000</b>	<b>350 000</b>	<b>30 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>1 200 000</b>
<b>Participation cantonale à la construction de l'A16 (participation fédérale de 95%)</b>	<b>5010.00</b>	<b>800 000</b>	<b>350 000</b>	<b>30 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>1 200 000</b>
<b>430 SIN SECTION DES BATIMENTS ET DES DOMAINES</b>	Dépenses	3 420 000	7 660 000	7 280 000	6 700 000	9 580 000	34 640 000
	Recettes	-250 000	-1 200 000	-1 150 000	0	0	-2 600 000
	Nets	<b>3 170 000</b>	<b>6 460 000</b>	<b>6 130 000</b>	<b>6 700 000</b>	<b>9 580 000</b>	<b>32 040 000</b>
<b>Immeubles non attribuable à un département</b>	Dépenses	<b>670 000</b>	<b>2 220 000</b>	<b>1 270 000</b>	<b>170 000</b>	<b>170 000</b>	<b>4 500 000</b>
	Recettes						0
	Nets	<b>670 000</b>	<b>2 220 000</b>	<b>1 270 000</b>	<b>170 000</b>	<b>170 000</b>	<b>4 500 000</b>
<b>Porrentruy, Banné 23 et Thurmann 12</b>		<b>500 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 500 000</b>
Aménagement des locaux suite à des déménagements, notamment de la HEP - BEJUNE	5040.00	500 000	2 000 000	1 000 000			3 500 000
<b>Morépoint 2</b>		<b>0</b>	<b>50 000</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>150 000</b>
Fenêtres et façades (études) en lien avec Capucins 2	5040.00			100 000			100 000
Mise en place d'un contrôle d'accès parking	5040.00		50 000				50 000
<b>Divers et imprévus</b>		<b>170 000</b>	<b>170 000</b>	<b>170 000</b>	<b>170 000</b>	<b>170 000</b>	<b>850 000</b>
Sécurisation des bâtiments de l'Etat	5040.00	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000
Entretien lourd	5040.00	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	600 000
<b>Travaux pour immeubles utilisés par DIN</b>	Dépenses	<b>830 000</b>	<b>790 000</b>	<b>550 000</b>	<b>400 000</b>	<b>600 000</b>	<b>3 170 000</b>
	Recettes	0	-100 000	0	0	0	-100 000
	Nets	<b>830 000</b>	<b>690 000</b>	<b>550 000</b>	<b>400 000</b>	<b>600 000</b>	<b>3 070 000</b>
<b>Prés Roses (POC)</b>		<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>200 000</b>	<b>300 000</b>	<b>500 000</b>	<b>1 100 000</b>
Mise en conformité conditions ECA	5040.00	100 000					100 000
Etudes pour regroupement MP-PJ et construction d'un nouvel établissement pénitentiaire	5040.00			200 000	300 000	500 000	1 000 000
<b>Gendarmerie cantonale Saignelégier</b>		<b>300 000</b>	<b>180 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>480 000</b>
Projet de réaménagement du poste de police et assainissement de la production de chaleur	5040.00	300 000	180 000				480 000
<b>Ancien arsenal, Alle</b>		<b>0</b>	<b>40 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>40 000</b>
Remplacement production chaleur	5040.00		40 000				40 000
<b>Morépoint E</b>		<b>80 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>80 000</b>
Redéploiement SPOP - Locaux AMT	5040.00	80 000					80 000
<b>Marronniers 3 (TM)</b>		<b>0</b>	<b>70 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>70 000</b>
Remplacement des fenêtres	5040.00		70 000				70 000

INVESTISSEMENTS DEN	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2017	PFI 2018	PFI 2019	PFI 2020	PFI 2021	
<b>Château de Porrentruy (justice et prisons)</b>		<b>350 000</b>	<b>400 000</b>	<b>350 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>1 300 000</b>
Local archives dans les combles	5040.00	250 000					250 000
Remplacement des fenêtres au Sud	5040.00	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
Rénovation toiture + façades + cours + accès (étude)	5040.00			200 000			200 000
Réfection mur de soutènement de l'Esplanade	5040.00		400 000				400 000
Subvention fédérale	6300.00		-100 000				-100 000
Réfection et crépissage façade Ouest	5040.00			50 000			50 000
<b>Travaux pour immeubles utilisés par DES</b>	<b>Dépenses</b>	<b>450 000</b>	<b>110 000</b>	<b>500 000</b>	<b>130 000</b>	<b>0</b>	<b>1 190 000</b>
	<b>Recettes</b>						<b>0</b>
	<b>Nets</b>	<b>450 000</b>	<b>110 000</b>	<b>500 000</b>	<b>130 000</b>	<b>0</b>	<b>1 190 000</b>
<b>Immeuble St-Michel</b>		<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>200 000</b>
Transformation laboratoire cantonal	5040.00	200 000					200 000
<b>Pavillon de gérontopsychiatrie</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>90 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>90 000</b>
Remplacement des stores	5040.00			90 000			90 000
<b>Courtemelon (FRI-ECR)</b>		<b>0</b>	<b>110 000</b>	<b>260 000</b>	<b>130 000</b>	<b>0</b>	<b>500 000</b>
Divers aménagements et assainissement	5040.00		110 000	260 000	130 000		500 000
<b>Immeuble préfecture 12</b>		<b>250 000</b>	<b>0</b>	<b>150 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>400 000</b>
Rénovation et transformation des locaux (départ DES et SEE), réfection des façades et avant-toits	5040.00	250 000		150 000			400 000
<b>Travaux pour immeubles utilisés par DEN</b>	<b>Dépenses</b>	<b>880 000</b>	<b>2 200 000</b>	<b>2 250 000</b>	<b>350 000</b>	<b>0</b>	<b>5 680 000</b>
	<b>Recettes</b>	<b>-250 000</b>	<b>-1 100 000</b>	<b>-1 150 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-2 500 000</b>
	<b>Nets</b>	<b>630 000</b>	<b>1 100 000</b>	<b>1 100 000</b>	<b>350 000</b>	<b>0</b>	<b>3 180 000</b>
<b>Nouveau centre SIN (PCH)</b>		<b>250 000</b>	<b>1 100 000</b>	<b>1 050 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 400 000</b>
Création nouveau centre	5040.00	500 000	2 200 000	2 200 000			4 900 000
Participation de la Confédération	6300.00	-250 000	-1 100 000	-1 150 000			-2 500 000
<b>Dépôts PCH de Glovelier</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>
Construction dépôt pour installation de saumure	5040.00			50 000			50 000
<b>La Gruère</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>350 000</b>	<b>0</b>	<b>350 000</b>
Construction d'un centre d'accueil et d'information et d'une place de stationnement / Concours études	5040.00				350 000		350 000
<b>Office des véhicules Delémont</b>		<b>380 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>380 000</b>
Aménagement de la Halle 3	5040.00	380 000					380 000
<b>Travaux pour immeubles utilisés par DFCS</b>	<b>Dépenses</b>	<b>590 000</b>	<b>2 340 000</b>	<b>2 650 000</b>	<b>5 650 000</b>	<b>8 810 000</b>	<b>20 040 000</b>
	<b>Recettes</b>						<b>0</b>
	<b>Nets</b>	<b>590 000</b>	<b>2 340 000</b>	<b>2 650 000</b>	<b>5 650 000</b>	<b>8 810 000</b>	<b>20 040 000</b>
<b>Carto 23</b>		<b>0</b>	<b>600 000</b>	<b>600 000</b>	<b>1 900 000</b>	<b>1 900 000</b>	<b>5 000 000</b>
Construction et aménagement des locaux dans le cadre du concept Carto 23 (nouvelle cartographie de l'enseignement secondaire 2), dont le projet Avenir 33	5040.00		600 000	600 000	1 900 000	1 900 000	5 000 000
<b>Division commerciale Delémont</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>300 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>3 300 000</b>
Nouvelle salle de sport (études et début des travaux)	5040.00			300 000	1 000 000	2 000 000	3 300 000



INVESTISSEMENTS DEN	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2017	PFI 2018	PFI 2019	PFI 2020	PFI 2021	
<b>Division artisanale</b>		<b>60 000</b>	<b>250 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>410 000</b>
Stores d'obscurcissement salles situées à l'Est	5040.00		100 000				100 000
Restaurant scolaire, remplacement laverie cuisine	5040.00	60 000					60 000
Aménagement cuisine démonstration	5040.00		150 000				150 000
Réorganisation administration, salle des maîtres et bibliothèque	5040.00				100 000		100 000
<b>Division santé-social-arts</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>
Réfection crépissage mur d'enceinte Nord	5040.00				50 000		50 000
<b>La Bruntrutaine (archives OCC)</b>		<b>0</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>
Etude de transformation pour future affectation	5040.00		100 000				100 000
<b>Hôtel des Halles (OCC)</b>		<b>150 000</b>	<b>190 000</b>	<b>150 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>490 000</b>
Aménagement des combles	5040.00	150 000	150 000	150 000			450 000
Remplacement des fenêtres côté Maurer	5040.00		40 000				40 000
<b>Jardin botanique</b>		<b>60 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>160 000</b>	<b>220 000</b>
Nouvelle serre	5040.00					160 000	160 000
Contrôle d'accès	5040.00	60 000					60 000
<b>Lycée cantonal</b>		<b>0</b>	<b>100 000</b>	<b>150 000</b>	<b>200 000</b>	<b>250 000</b>	<b>700 000</b>
Divers travaux d'aménagement et d'assainissement	5040.00		100 000	150 000	200 000	250 000	700 000
<b>DIVTEC</b>		<b>170 000</b>	<b>600 000</b>	<b>1 450 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 220 000</b>
Transformation automatisation et horlogers	5040.00	50 000	550 000				600 000
Remplacement installation CVS	5040.00		50 000	1 450 000			1 500 000
Restaurant scolaire, transformation et réaménagement du comptoir de service	5040.00	100 000					100 000
Restaurant scolaire, remplacement de la machine à café	5040.00	20 000					20 000
<b>Jurassica</b>		<b>100 000</b>	<b>500 000</b>	<b>0</b>	<b>2 400 000</b>	<b>4 500 000</b>	<b>7 500 000</b>
Centre de gestion des collections et antenne universitaire	5040.00	100 000	500 000		2 400 000	4 500 000	7 500 000
<b>Fours-à-Chaux, dépôt</b>		<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>
Dernière étape de renforts parasismiques et travaux entretien	5040.00	50 000					50 000
<b>Travaux pour immeubles utilisés par DFI</b>	<b>Dépenses</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>60 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>60 000</b>
	<b>Recettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Nets</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>60 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>60 000</b>
<b>Rue de la Justice 2 (CTR et RFC)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>60 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>60 000</b>
Réorganisation du sous-sol pour CTR	5040.00			60 000			60 000
<b>740 OFFICE DES VEHICULES</b>	<b>Dépenses</b>	<b>340 000</b>	<b>85 000</b>	<b>0</b>	<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>625 000</b>
	<b>Recettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Nets</b>	<b>340 000</b>	<b>85 000</b>	<b>0</b>	<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>625 000</b>
<b>Equipements et véhicules (acquisition et renouvellement)</b>		<b>340 000</b>	<b>85 000</b>	<b>0</b>	<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>625 000</b>
Aménagement et équipement halle 3 / expertises	5060.00	300 000					300 000
Remplacement du véhicule utilitaire	5060.00	40 000					40 000
Remplacement lift Porrentruy	5060.00		50 000				50 000
Remplacement véhicule de service	5060.00		35 000				35 000
Renouvellement des appareils techniques halle 2	5060.00				200 000		200 000

INVESTISSEMENTS DFCS	Rubr. budgétaire	PFI					
		PFI 2017	PFI 2018	PFI 2019	PFI 2020	PFI 2021	Total PFI
	Dépenses	8 630 500	9 315 000	6 675 500	4 246 500	4 125 000	32 992 500
	Recettes	-2 994 000	-2 994 000	-1 814 000	-1 014 000	-1 014 000	-9 830 000
	<b>Nets</b>	<b>5 636 500</b>	<b>6 321 000</b>	<b>4 861 500</b>	<b>3 232 500</b>	<b>3 111 000</b>	<b>23 162 500</b>
<b>500 SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT</b>	Dépenses	800 000	1 000 000	1 100 000	1 100 000	1 000 000	5 000 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>800 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 100 000</b>	<b>1 100 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>5 000 000</b>
<b>Subventions scolaires, halles de gym., écoles privées</b>	<b>Nets</b>	<b>800 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 100 000</b>	<b>1 100 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>5 000 000</b>
Subventions aux communes pour installations scolaires	5620.00	800 000	1 000 000	1 100 000	1 100 000	1 000 000	5 000 000
<b>510 SERVICE DE LA FORMATION DES NIVEAUX SECONDAIRE II ET TERTIAIRE</b>	Dépenses	1 150 000	650 000	650 000	650 000	650 000	3 750 000
	Recettes	-650 000	-650 000	-650 000	-650 000	-650 000	-3 250 000
	<b>Nets</b>	<b>500 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>500 000</b>
<b>Prêts d'études</b>	<b>Avance RCJU</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Prêts d'études transformables	5470.00	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	2 500 000
Transformation de prêts d'études	6470.00	-500 000	-500 000	-500 000	-500 000	-500 000	-2 500 000
Prêts d'études remboursables	5470.01	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	750 000
Remboursement de prêts d'études	6470.01	-150 000	-150 000	-150 000	-150 000	-150 000	-750 000
Subvention en faveur de l'Ecole jurassienne du métal	5660.02	500 000					500 000
<b>520 OFFICE CANTONAL DE LA CULTURE</b>	Dépenses	5 710 000	5 694 000	2 734 000	684 000	664 000	15 486 000
	Recettes	-2 344 000	-2 344 000	-1 164 000	-364 000	-364 000	-6 580 000
	<b>Nets</b>	<b>3 366 000</b>	<b>3 350 000</b>	<b>1 570 000</b>	<b>320 000</b>	<b>300 000</b>	<b>8 906 000</b>
<b>Théâtre du Jura</b>	<b>Nets</b>	<b>3 020 000</b>	<b>3 020 000</b>	<b>1 200 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 240 000</b>
Capital de fondation	5560.00	5 000 000	5 000 000	2 000 000			12 000 000
Prélèvement sur provision lié au gain comptable sur vente terrain	6893.00	-1 980 000	-1 980 000	-800 000			-4 760 000
<b>Equipements, mobilier, véhicules</b>	<b>Nets</b>	<b>46 000</b>	<b>30 000</b>	<b>70 000</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>166 000</b>
Aménagements salle de microfilms de l'OCC	5060.00	21 000					21 000
Matériel de stockage ArCJ	5060.00	25 000		25 000			50 000
Aménagement salle des catalogues en libre-accès public	5060.00			45 000			45 000
Remplacement de véhicules	5060.00		30 000		20 000		50 000
<b>Subventions aux monuments historiques</b>	<b>Nets</b>	<b>300 000</b>	<b>300 000</b>	<b>300 000</b>	<b>300 000</b>	<b>300 000</b>	<b>1 500 000</b>
Subventions cantonales	5620.00	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	1 500 000
Subventions fédérales pour rénovations redistribuées	5720.00	364 000	364 000	364 000	364 000	364 000	1 820 000
Subventions fédérales pour rénovations à redistribuer	6700.00	-364 000	-364 000	-364 000	-364 000	-364 000	-1 820 000
<b>530 OFFICE CANTONAL DES SPORTS</b>	Dépenses	86 000	1 086 000	1 336 000	1 086 000	1 086 000	4 680 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>86 000</b>	<b>1 086 000</b>	<b>1 336 000</b>	<b>1 086 000</b>	<b>1 086 000</b>	<b>4 680 000</b>
<b>Subventions pour les installations sportives régionales</b>	<b>5620.00</b>	<b>86 000</b>	<b>1 086 000</b>	<b>1 336 000</b>	<b>1 086 000</b>	<b>1 086 000</b>	<b>4 680 000</b>
Régionalisation des stands de tir : programme d'amélioration et de rénovation	5620.00			250 000			250 000
Centre de loisirs des Franches-Montagnes : programme d'amélioration et rénovation des installations sportives	5620.00	86 000	86 000	86 000	86 000	86 000	430 000
Patinoire couverte de Porrentruy : rénovation et amélioration	5620.00		1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	4 000 000

INVESTISSEMENTS DFCS	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2017	PFI 2018	PFI 2019	PFI 2020	PFI 2021	
<b>541 DIVISION LYCEENNE</b>	Dépenses	72 500	74 000	136 500	68 000	65 500	416 500
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>72 500</b>	<b>74 000</b>	<b>136 500</b>	<b>68 000</b>	<b>65 500</b>	<b>416 500</b>
<b>Equipements, mobilier, informatique</b>	<b>5060.00</b>	<b>72 500</b>	<b>74 000</b>	<b>136 500</b>	<b>68 000</b>	<b>65 500</b>	<b>416 500</b>
Remplacement mobilier (armoires et tableaux affichage)	5060.00	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000
Rénovation salle A1 (tableau interactif, multimédia, mobilier)	5060.00		6 000				6 000
Renouvellement laboratoire de langue B15	5060.00			72 000			72 000
Renouvellement moyens audiovisuels des salles de classes	5060.00	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000
Renouvellement des tableaux interactifs	5060.00	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	40 000
Renouvellement parc informatique	5060.00	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	170 000
Renouvellement matériel laboratoire et démonstration biologie, chimie et physique	5060.00	14 500	10 000	6 500	10 000	7 500	48 500
<b>542 DIVISION TECHNIQUE</b>	Dépenses	478 000	552 000	460 000	459 500	450 500	2 400 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>478 000</b>	<b>552 000</b>	<b>460 000</b>	<b>459 500</b>	<b>450 500</b>	<b>2 400 000</b>
<b>Equipements, mobilier, informatique</b>	<b>Net</b>	<b>478 000</b>	<b>552 000</b>	<b>460 000</b>	<b>459 500</b>	<b>450 500</b>	<b>2 400 000</b>
Evolution et renouvellement des équipements de la section automatisation	5060.00	20 000	55 000	25 000	20 000	20 000	140 000
Evolution et renouvellement des équipements de la section bureau technique	5060.00	15 000	10 000				25 000
Evolution et renouvellement des équipements de la section électronique	5060.00	150 000	100 000	80 000	62 000	58 000	450 000
Evolution et renouvellement des équipements de la section horlogerie	5060.00	42 000	78 000	65 000	50 000	50 000	285 000
Evolution et renouvellement des équipements de la section informatique	5060.00	71 000	89 000	55 000	67 500	32 500	315 000
Evolution et renouvellement des équipements de la section micromécanique	5060.00	45 000	45 000	100 000	155 000	155 000	500 000
Evolution et renouvellement des équipements de la section laboratoire de chimie	5060.00	30 000	40 000	20 000	10 000	10 000	110 000
Evolution et renouvellement des équipements de la filière Proc. d'entreprise de l'EST	5060.00		15 000	15 000			30 000
Evolution et renouvellement des équipements de la section informatique de l'EST	5060.00					10 000	10 000
Evolution et renouvellement des équipements de la filière syst. industriels de l'EST	5060.00	20 000	30 000	10 000	10 000	15 000	85 000
Evolution et renouvellement des équipements pour la formation des apprenti-e-s	5060.00	5 000	10 000		5 000	10 000	30 000
Evolution et renouvellement des équipements pour la formation étudiant-e-s Maturité professionnelle technique	5060.00			10 000		10 000	20 000
Entretien du réseau informatique de la Division technique	5060.00	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	400 000

INVESTISSEMENTS DFCS	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2017	PFI 2018	PFI 2019	PFI 2020	PFI 2021	
<b>543 DIVISION ARTISANALE</b>	Dépenses	82 000	82 000	82 000	82 000	82 000	410 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>82 000</b>	<b>82 000</b>	<b>82 000</b>	<b>82 000</b>	<b>82 000</b>	<b>410 000</b>
<b>Equipements, mobilier, informatique Net</b>		<b>82 000</b>	<b>82 000</b>	<b>82 000</b>	<b>82 000</b>	<b>82 000</b>	<b>410 000</b>
Renouvellement et développement du matériel de laboratoires	5060.00	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	125 000
Développement et renouvellement des salles informatiques et des salles de théorie	5060.00	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	160 000
Evolution des équipements pour les ateliers de formation pratique (ATF)	5060.00	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	125 000
<b>544 DIVISION COMMERCIALE</b>	Dépenses	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000	550 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>110 000</b>	<b>110 000</b>	<b>110 000</b>	<b>110 000</b>	<b>110 000</b>	<b>550 000</b>
<b>Equipements, mobilier, informatique Net</b>		<b>110 000</b>	<b>110 000</b>	<b>110 000</b>	<b>110 000</b>	<b>110 000</b>	<b>550 000</b>
Maintien, mise à jour et développement des équipements informatiques didactiques	5060.00	95 000	95 000	95 000	95 000	95 000	475 000
Remplacement du mobilier	5060.00	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	75 000
<b>545 DIVISION SANTE-SOCIAL-ARTS</b>	Dépenses	142 000	67 000	67 000	7 000	17 000	300 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>142 000</b>	<b>67 000</b>	<b>67 000</b>	<b>7 000</b>	<b>17 000</b>	<b>300 000</b>
<b>Equipements, mobilier, informatique Net</b>		<b>142 000</b>	<b>67 000</b>	<b>67 000</b>	<b>7 000</b>	<b>17 000</b>	<b>300 000</b>
Renouvellement et agrandissement patrimoine mobilier DIVSSA	5060.00	142 000	67 000	67 000	7 000	17 000	300 000

INVESTISSEMENTS DFI	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2017	PFI 2018	PFI 2019	PFI 2020	PFI 2021	
	Dépenses	4 412 000	4 507 000	4 460 000	4 230 000	3 505 000	21 114 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>4 412 000</b>	<b>4 507 000</b>	<b>4 460 000</b>	<b>4 230 000</b>	<b>3 505 000</b>	<b>21 114 000</b>
<b>770 SERVICE DE L'INFORMATIQUE</b>	Dépenses	4 412 000	4 507 000	4 460 000	4 230 000	3 505 000	21 114 000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	<b>Nets</b>	<b>4 412 000</b>	<b>4 507 000</b>	<b>4 460 000</b>	<b>4 230 000</b>	<b>3 505 000</b>	<b>21 114 000</b>
<b>Service des Contributions - Evolution outils informatiques</b>	<b>5060.00</b>	<b>250 000</b>	<b>300 000</b>	<b>300 000</b>	<b>300 000</b>	<b>300 000</b>	<b>1 450 000</b>
<b>Service des Contributions - AFICO</b>							
<b>Projet Débiteurs</b>	<b>5060.00</b>	<b>350 000</b>					<b>350 000</b>
<b>Portefeuille Cyberadministration</b>	<b>Net</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 050 000</b>	<b>950 000</b>	<b>950 000</b>	<b>850 000</b>	<b>4 800 000</b>
Nouvelle solution de gestion pour les votations et les élections	5060.00	100 000	100 000				200 000
Harmonisation des registres centralisés	5060.00	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
Développement des projets prioritaires définis par la Confédération	5060.00	300 000	350 000	350 000	350 000	350 000	1 700 000
Mise en relation des SI de l'Etat et informatisation des principaux processus	5060.00	350 000	350 000	350 000	350 000	250 000	1 650 000
Développement guichet virtuel sécurisé	5060.00	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	750 000
<b>Informatique de la Police</b>	<b>Net</b>	<b>350 000</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 350 000</b>
Mise à niveau programme ATEO	5060.00	50 000					50 000
Infopol	5060.00		500 000	500 000			1 000 000
Interface ERP-SAGA-PLANNING	5060.00	100 000					100 000
RDS, mise au norme PIC (Ventilation et réservoir)	5060.00	200 000					200 000
<b>Modernisation de l'administration</b>	<b>Net</b>	<b>872 000</b>	<b>1 080 000</b>	<b>1 200 000</b>	<b>1 200 000</b>	<b>1 100 000</b>	<b>5 452 000</b>
Mise à niveau des applications métiers	5060.00	150 000	400 000	500 000	500 000	500 000	2 050 000
Nouveaux développements pour les besoins des Services	5060.00	150 000	500 000	500 000	500 000	500 000	2 150 000
Redondance du nœud de communication district Porrentruy	5060.00			100 000			100 000
Mise en place outil collaboratif pour optimiser gestion documentaire	5060.00	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
Mise en place de l'ERP	5060.00	472 000	80 000		100 000		652 000
<b>Maintien du service requis</b>	<b>Net</b>	<b>1 590 000</b>	<b>1 577 000</b>	<b>1 510 000</b>	<b>1 780 000</b>	<b>1 255 000</b>	<b>7 712 000</b>
Remplacement de l'infrastructure réseau	5060.00	10 000	62 000	245 000	400 000	200 000	917 000
Consolidation de l'infrastructure Microsoft	5060.00	75 000	50 000	50 000	25 000	25 000	225 000
Consolidation de l'environnement de sauvegarde/Archivage	5060.00				100 000	275 000	375 000
Mise en place d'outil pour la Gouvernance des SI	5060.00	40 000			40 000	40 000	120 000
Maintien des infrastructures de base	5060.00	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000
Développement du nouveau socle technologique	5060.00	750 000	750 000	500 000	500 000		2 500 000
Renouvellement des postes de travail	5060.00	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000
Renouvellement des serveurs	5060.00	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	200 000
Remplacement de la téléphonie	5060.00	175 000	175 000	175 000	175 000	175 000	875 000
Mise en place de la stratégie Cybersécurité	5060.00	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000